

BASTA

Spécial douce France



VIGNERONS : LA PRESSE « INDIC » MALGRE ELLE

ARCHIVES

Justice de Paris
2 Avril 76

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

La police a utilisé des photos de presse pour identifier l'un des viticulteurs soupçonnés d'avoir tiré sur les C.R.S., le 5 mars.

Elle est gonflée la Presse Parisienne! Et le Quotidien de Paris ne lésine pas sur l'hypocrisie : Voilà que, tout d'un coup par enchantement, elle découvre son rôle d'auxiliaire zélé de la police, son rôle de moucharde institutionalisée, de pousse au crime; elle comprend ou feint de comprendre pourquoi des journalistes reviennent quelques fois avec une tête comme un compteur à gaz, pourquoi des cameras de télévision se retrouvent sur les bureaux de l'ORTF en piètre état et les appareils de photo itou.



Combien de larmes ces journaliste ont versées, geignant que les manifestants étaient méchants, qu'ils s'en prenaient à eux, eux des travailleurs comme les autres, l'objectivité personnalisée! Et tout d'un coup, une fois qu'un vigneron a été incarcéré, (soit-disant reconnu grâce à leur délation photographique) les merdeux de la presse se mettent à avoir des remords et déchirent en psalmodiant des «meaculpas» tous les documents concernant la lutte des viticulteurs. Tant qu'ils sont sur cette voie-là, qu'ils ne s'arrêtent pas en chemin : qu'ils foutent le feu à leurs archives, véritables fichiers judiciaires, entassant pêle-mêle sur le bûcher les photos de Patrick Henri, les commentaires sur la peine de mort, les faits divers croustillants ou les voleurs de bicyclettes sont présentés comme de dangereux criminels etc... Journalistes faites-vous oublier et oubliez-nous. Pour cela l'immolation par le feu ferait une autocritique qui ne manquerait pas de panache! Vous êtes des salauds, vous le reconnaissez, allez du courage! La flamme purifie tout!

Quant à nous, équipe de Basta, nous avons droit grâce à cette merde journalistique, à une quinzaine demente !

Le coup d'envoi est donné par la mort de deux Revolutionnaires sur un campus universitaire. Immédiatement la Presse s'en empare et déclare que ces gens-là étaient des anarchistes du G.A.R.I. « Sûrement ils voulaient faire sauter Ponia qui devait venir à une caserne de CRS située à cinq cent mètres de là».

Aussitôt flics et journalistes partaient à l'attaque, les premiers soupçonnant l'équipe de Basta de faire partie du terrorisme viticole international, et entourent notre domicile dans le plus pur style Western à la Sergio Leone. Une fois que les cognes eurent fini le boulot, les journaliste nous prirent en charge à la sortie. Télévision toute périphérique, journaux du matin et du soir, tout était bon. L'air à la mode étant : « Ce sont

des anarchistes, des fameux, des terribles, ils ont une imprimerie à tel endroit, c'est un repère, une plaque tournante, etc...»

Trois jours après exactement, sur désignation de la presse « on » nous faisait sauter notre outil de travail avec 10 kg de dynamite, cassant les machines, brisant les cloisons, lézardant la façade.

Et comme la coupe n'était pas suffisamment pleine, le tandem Presse-Flic ne trouve rien de mieux à l'occasion d'une crapulerie du pouvoir (celle du transfert des inculpés des GARI de la Cour de Sureté de l'Etat à la Cour d'Assises) de donner une liste de noms de personnes soit-disant en fuite dans cette affaire. C'est ainsi que j'ai appris dans les pages du journal mitterrandiste «Le Monde» que ma modeste personne Michel B. Reglat était en fuite depuis deux ans. Alors que durant toute l'année j'étais à mes machines, n'ayant eu aucune convocation de la police sur cette affaire et ayant été entendu par deux fois en trois mois d'intervalle par celle-ci. L'information des indics du Monde a paru dans leur numero de lundi. Le mercredi matin les flics prenaient la relève, venaient me cueillir sans mandat. Je poirote en leur compagnie 8 heures pour que Paris m'envoie enfin ce putain de mandat d'amener et tout le monde me fout au trou sans autre forme de procès.

Voilà bientôt 15 jours que je suis arrêté en attendant le bon vouloir d'un juge d'instruction parisien qui a l'air peu pressé de m'entendre. En prison à Toulouse sans pouvoir toucher un Avocat, car il faut demander la permission au juge, je commence à trouver que tout ce beau monde en prend un peu à son aise. Alors indics de mon coeur suicidez-vous. Entraînez avec vous, des fois qu'ils auraient des remords, vos comparses les flics et les juges.

Michel - Bernard RÉGLAT

Ecrou n°: 183766 cellule 76127

Maison d'Arrêt de la Santé

75013 -

Paris



LES GIBOULEES de MARS

A Toulouse le 10 mars 1976, le lendemain de la venue de Ponia aux obsèques du commandant de C.R.S. LEGOFF, tue lors d'affrontements avec des viticulteurs à Montredon, 2 corps mutilés étaient découverts sur le campus de Rangueil, à 500 m de la C.R.S. 27. Un lien est tout de suite établi par la presse avec la présence de Ponia à l'enterrement de Legoff : « l'attentat visait le ministre de l'intérieur ». Une des victimes est identifiée, elle aurait appartenu aux ex-GARI. Une « grande rafle » est aussitôt déclenchée dans les milieux libertaires de Toulouse et de Paris.

Ceci, sans papiers, sans mandats, c'était un cas de « crime flagrant » paraît-il.

Le ministre de l'intérieur annonce triomphant qu'il a été découvert « un important stock d'armes » dans un château des environs de Toulouse, ainsi qu'un « laboratoire servant à la fabrication d'explosifs » dans une villa à Toulouse; C'est à la sortie du commissariat que les « libertaires interpellés » apprennent avec stupefaction cette « découverte ».

La farce était tellement grave que la police toulousaine a été obligée de démentir les déclarations de son ministère à la presse locale pour éviter le ridicule, TF1, France Soir, le monde, la dépêche, etc... , tous les journalistes avides de sensationnel, filment les libertaires à la sortie de leur garde à vue, citent leurs noms, domiciles et lieux de travail.

1 semaine plus tard, à Paris, S. Porte est arrêtée, emprisonnée six jours illégalement à Fleury Merogis puis inculpée de « complicité de détention de matière explosive » et écrouée à la prison St Michel de Toulouse.

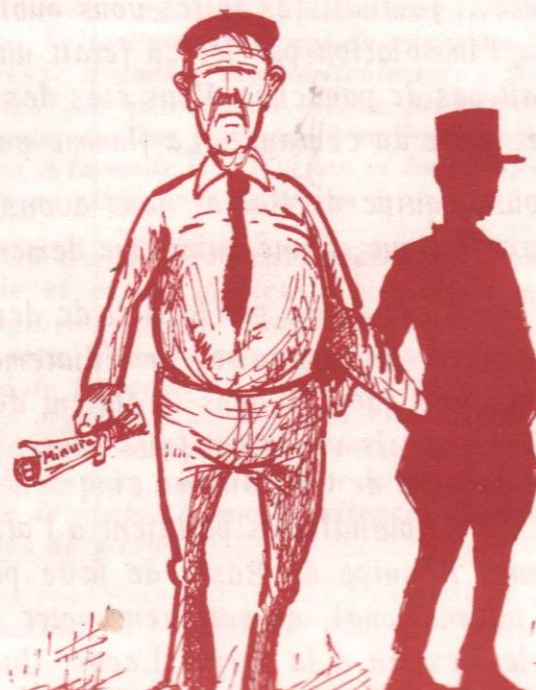
Dans le même temps, d'autres libertaires sont gardés à vue pendant plus de 48 heures légalisés, bien tabassés, puis relâchés. Le 17 mars à 2 heures du matin, l'34 est plastiquée : 15 millions de matériel sont détruits. C'est justement cette imprimerie que la presse citait 3 jours avant comme une « plaque tournante de l'anarchie » L'attentat n'est « évidemment » (?) pas revendiqué.

Le 1er avril, les flics, à la suite d'un article du monde, citant le nom de Michel B. Reglat « en fuite depuis deux ans » dans l'affaire des GARI, viennent le chercher à l'imprimerie 34, où il travaille, à 11 heures et ceci, sans mandat, sans motif. Le mandat d'amener du juge d'instruction n'arrivant qu'à 18h 30 pour couvrir cette arrestation arbitraire et illégale; pendant 6 jours, Bernard est incarcéré à la prison Saint Michel attendant un transfert aux bons soins de la gendarmerie pour être entendu par le juge.

Le 6 avril, Bernard est transféré à Paris, inculpé dans l'affaire des GARI par le juge PIA (uniquement sur des impressions, à la demande sans-doute des instances supérieures, et écroué la Santé.



LES FRANÇAIS PRETS POUR LA DEMOCRATIE LIBERALE AVANCEE



NUIT DE CHINE

..... NUIT CALINE



C'est comme au théâtre !

Le héros meurt une première fois sur la scène, au dernier acte, dans l'obscurité qui enveloppe les spectateurs. Il meurt EN HEROS. Mais il ne meurt vraiment COMME HEROS, lorsque, saluant la foule, le comédien montre qu'il n'a représenté qu'un mythe. Même s'il s'est appelé Mao Tsé Toung.

Les événements qui ont suivi la mort de Mao, l'élection de Hua Kuo Feng, l'élimination du «groupe de Shanghai», montrent que ceux qu'il y a quelques temps encore on clouait au pilori, étaient, contre toute propagande maoïste, bien présents dans l'appareil de l'état prolétarien.

Premier point : la grande «Révolution Culturelle», cet immense souffle de critique, impulsé par l'état, avait donc laissé en place les «partisans de la restauration du capitalisme», ceux qui pronaient le primat de l'économie sur le politique, et du commandement de haut en bas. Celui qui, perdant son pucelage, a écrit il y a quelques temps dans «Libération» que «la Chine a fini d'être un modèle» aurait été bienvenu de dire «a fini d'être un mythe». Comme les autres «modèles» socialistes. La preuve est administrée que jamais de fait, le centre de décision ne se déplaça vers la base, les communes ou les usines, et jamais la bureaucratie et les cadres conservateurs ne furent menacés : ils sont aujourd'hui bien en place. Qu'il y ait eu lutte de clan, de fraction et consolidation du pouvoir à l'occasion d'un mouvement social dont on ne sait que peu de choses (hormis que vite déclanché il s'est promptement étiolé), c'est ce qui est certain et a peu de choses à voir avec la révolution.

Mais pour nos "matérialistes", l'armée serait une structure neutre, puisqu'ils la baptisent, selon les cas, fasciste ou populaire.

On peut ensuite avoir des larmes de crocodile et vainement dessiner le spectre d'une horrible bourgeoisie conspiratrice alors qu'on lui a fait son lit, en berçant le prolétariat d'illusions : qu'elle se baptise Mao, Unité Populaire (pauvre Corvalan) ou COP-CON (pauvre Otelo).



Restauration du Capitalisme ?

On parle aujourd'hui d'une sorte de restauration. En vérité si certains principes sont aujourd'hui fortement réaffirmés (ouverture vers l'économie occidentale, renaissance des tribunaux spécifiques) ils ne sont nullement en opposition avec le règne "antérieur", sinon formellement.

Ainsi la visite de François CEYRAC, patron du CNPF, avec les industriels (Thomson CSF, etc...) à Pékin quelques mois après la mort de Mao, ne peut apparaître comme une improvisation saignée. Les prospections de marché et les accords ont pas été faits sans démarches préalables : pour certaines entreprises les marchés existent depuis dix ans (pour ne parler que de la France). Il y a plusieurs années une mémorable partie de ping pong diplomatique précédait la visite de Nixon. La politique nationaliste de la Chine n'a jamais démenti ce clin d'oeil vers l'Occident et la volonté de réaliser une accumulation du capital avec son aide. Seule différence, c'est que si les "gauchistes", au niveau intérieur, prétendaient pour ce faire à une mobilisation politique, les seconds parlent de stimulant matériel et révèlent sans fard leur objectif réel : atteindre d'ici l'an 2000 le niveau des pays industriels. On se souvient de Lénine faisant l'apologie du capitalisme allemand.

Finalement la continuité est assurée. Il n'y a pas restauration mais accomplissement. Et le même encadrement politico militaire qui, hier, faisait descendre les masses dans la rue contre les "cliques révisionnistes" les fait défileur à aujourd'hui contre le "gang des quatre".

Ce qui est à désespérer, ce n'est pas la nature des pouvoirs d'Etat, mais de la persistance à y voir un quelconque instrument libérateur. Et le marxisme-léninisme est condamné dans ses utopies étatistes, à jouer, soit le rôle de tyran, soit celui de victime. Pas de larmes.

Le Chili, le Portugal, la Thaïlande,* avant la Chine, voient tout ce qu'il peut y avoir de conservateurs déclarés dans la société se maintenir comme rouages de "l'Etat Populaire" et ressurgir au moment opportun : parce que c'est le lieu privilégié de toutes les compromissions, les arrivismes, et les équipes dirigeantes peuvent passer du rouge au blanc, sans rien toucher aux structures sociales, preuve de l'inexistence d'un quelconque processus de transformation. La soit disant coexistence d'un "double pouvoir" voit toujours, soit l'élimination, soit l'intégration des organes de lutte (diverses commissions, comités de base, conseils) par l'Etat, faute d'une critique par ceux ci de la fonction de classe des pouvoirs séparés (état, armée, partis, etc...)

* Dans tous ces états, l'armée joue un grand rôle, parce qu'en l'absence d'une bourgeoisie consistante, elle apparaît comme la seule caste suffisamment formée pour jouer le rôle traditionnellement dévolu à notre vieille bourgeoisie. Ce n'est pas pour rien que les pays à structures archaïques qui s'ouvrent au capitalisme (Portugal, et tous les pays de l'Amérique latine, mais aussi la Chine) suivent ce processus.



Nous avons reçu la réponse ci-jointe aux articles parus dans les 2 derniers numéros de Basta à propos des prises de position des mouvements des femmes, MLF, sur le viol, prises de position contre lesquelles nous combattons, puisqu'en faisant appel à la justice, elle renforce le pouvoir.

Bien que nous pensons avoir été clair dans ces articles, nous tenons à préciser une fois pour toutes nos positions sur ce sujet en répondant à cette lettre, significative d'après nous d'un état d'esprit assez répandu.

- Nous n'avons jamais nié qu'il existe des problèmes particuliers aux femmes, comme aux enfants, aux handicapés, aux arabes et pourquoi pas aux hommes!

- N'étant pas partis pour une lutte d'esclaves contre esclaves (femmes contre hommes, enfants contre parents, jeunes contre vieux, malades contre bien portants et ainsi de suite), nous critiquons toute forme de regroupement qui fige dans des revendications catégorielles des situations particulières et n'amène qu'à un renforcement, voire à un aménagement des institutions en place (cf. syndicalisme de la vie quotidienne). Nous nous étonnons que la critique de cette démarche ne soulève des protestations que quand elle s'applique aux mouvements féministes, parce que nous avons fait la même que ce soit par rapport aux comités de soldats, aux comités de prisonniers, aux militants écologistes, aux fascistes contre la peine de mort, aux syndicalistes ouvriers, aux comités de quartier etc..

- Nous refusons globalement et particulièrement les rôles sociaux que nous impose le pouvoir, celui de femme en étant un aussi, dans les rapports sociaux organisés par le système capitaliste.

- Nous ne nous reconnaitrons jamais, sous prétexte que c'est une femme, dans une Gisèle Halimi, ou dans un Séguy, parce qu'il parle au nom des ouvriers, parce qu'avant tout, ils sont des exploités, avocats, bureaucrates, et que notre réalité, notre expression ne peuvent aller que contre eux et le pouvoir qu'ils représentent et qu'ils essaient d'étendre par tous les moyens.

- Nous ne nous mettons ni du côté des "violeurs", ni de celui des "femmes", puisque pour nous cette problématique est celle du pouvoir et en l'occurrence, des juges.

- Nous n'avons pas l'habitude, par rapport à des événements qui nous touchent particulièrement, de déléguer nos décisions à des structures établies, consécutivement, nous n'avons de solution pour personne.

- En bref, nous n'avons pas plus de raisons d'être féministes que syndicalistes, humanistes ou nationalistes, etc...

- Ceci étant dit, nous ne voyons pas l'intérêt d'entretenir plus longtemps une polémique stérile sur le sujet, laissons ce verbiage aux journaux gauchistes. Ca leur donne l'impression d'exister.

Alors nous continuerons comme nous l'avons commencé dans Basta, en tant qu'individus (hommes et femmes) à lutter contre l'oppression et l'aliénation sous toutes leurs formes, à exercer notre critique et notre expression sur tous les sujets, ô combien multiples qui constituent notre réalité.



Je me suis toujours définie comme féministe et libertaire, aussi j'ai lu avec consternation et colère l'article sur le féminisme dans le BASTA n°5. Excusez moi, je sais que vous ne voulez pas vous "apesantir sur la question plus longtemps", mais je pense que tout n'est pas dit sur le sujet et qu'un canard comme Basta mérite mieux que cet article dégueulasse.

Il est aisé de ridiculiser le délire de Valérie Solanas, de faire appel à des images éculées telle que "les bourgeois autour de tasses de thé" (procédé auquel Poniowski lui-même ne répugnait pas lorsqu'il voulait minuter les conversations téléphoniques sous le prétexte des femmes bavardes qui encombrant les lignes ?) Réduire la recherche des femmes à des "rencontres mondaines ou elles se gargarisent de faux problèmes", recherchant "des façons originales de passer le temps" me semble particulièrement venimeux et bête.

- Oui les femmes individuellement et collectivement ont pris conscience de leur oppression spécifique.

- Oui, elles ont compris qu'il leur fallait chercher, lutter seules, entre femmes souvent, avec les hommes aussi, contre eux quelquefois, et ça vraiment, ça n'a pas toujours collé avec la lutte de classes et c'était bien embêtant pour les esprits épris de clarté.

- Oui, l'expression de leur révolte a donné lieu à des prises de position jugées "excessives", mais une révolte mesurée, qu'est ce que c'est ?

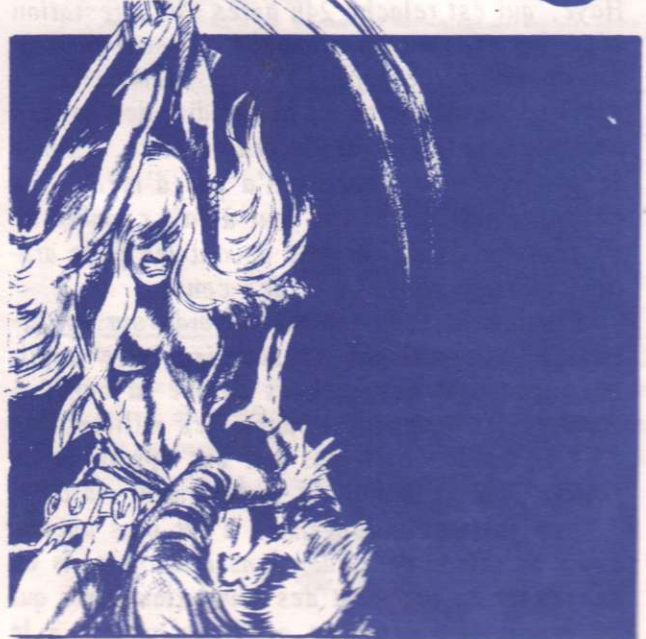
La question du viol maintenant : elle est expédiée en une phrase cinglante dans l'article de Basta. Les femmes n'ont pas le droit d'utiliser la répression légale pour se venger d'un viol nous dit on. Eh bien moi, ça ne m'intéresse pas des diktats pareils. Les principes je m'en fous. Ce qui m'intéresse c'est d'analyser un problème à partir du vécu des gens. Des femmes ici. Qui mieux qu'une femme sait quelle rage impuissante on éprouve devant le scepticisme, l'ironie, l'indifférence qui accompagne les récits de viol. Bien sûr, ce n'est pas une solution "d'envoyer un frustré au trou". Mais qui a dit qu'une femme qui dans sa colère et son impuissance a recours au moyen auquel les bons démocrates pensent spontanément, le dépôt d'une plainte au commissariat pense qu'elle va régler le problème de la frustration sexuelle? Elle n'adopte pas une solution qu'elle juge la meilleure, elle réagit à une violence par une autre violence. En l'absence de moyens directs de défense elle attend de l'appareil répressif qu'il se venge à sa place. Attitude peu constructive et fort condamnable en bon moralisme libertaire, soit.

Mais pourquoi les femmes seraient elles les seules à ne pas avoir le droit de se servir de ce moyen de défense ? Ce déchainement de condamnation le laisse supposer. Ou bien déchaînez vous avec la même violence contre toutes les autres plaintes (vol, meurtres...)

Quant à moi, je n'ai pas de solution, je n'ai pas de réponse satisfaisante au problème du viol, de la répression légale et de la frustration sexuelle et je n'envie pas ceux qui en adoptent une si facilement.

Refuser, aux femmes cette défense sans leur proposer autre chose, c'est la laisser à son désespoir solitaire, c'est se mettre du côté des indifférents, si ce n'est des violeurs.

Je veux croire que la question du féminisme n'est pas close dans Basta et que les femmes ne continueront pas à être pourfendues dans Basta comme n'importe quel groupuscule gauchiste, mais qu'elles pourront aussi prendre vraiment la parole.



«Ce qui est frappant dans la grève de Roca, c'est que les ouvriers refusent depuis le printemps dernier, tous les délégués, aussi bien ceux du syndicat vertical que les représentants d'organisations traditionnelles, comme l'UGT, l'USO et même la CNT» (déclaration de Luis Andres au nom du Comité régional de Catalogne de la CNT).

Que ce soit dans la presse espagnole (Caceta ilustrada) ou française (Liberation du 13 janv.), la lutte des travailleurs de l'entreprise ROCA, dans le bas Llodregat a eu le "privilege" de gros titres. Les matraquages et les mitraillages de la Garde Civile, les attentats de l'extrême droite, furent les formes spectaculaires d'une répression qui fit parler de leur grève, sans que soit mis en relief son originalité : l'insistance mise sur l'autonomie de la lutte et la ferme opposition avec les bureaucraties syndicales.

LUTTE POUR L'AUTO-ORGANISATION ET L'AUTONOMIE

"En conséquence de cette expérience (la grève de 41 jours de mars 1976 qui avait souligné l'inefficacité des voix légalistes, le manque de combativité des délégués et l'apparition "d'hommes combattifs et lutteurs qui n'avaient pas de charges syndicales"), plus tard au mois de juin, nous les travailleurs avons élu nos représentants à partir des mêmes sections qu'ils aient ou non des charges syndicales."

Cela signifie une lutte contre la position de ceux qui depuis de nombreuses années font de "l'entrisme" au sein du CNS, syndicat officiel (PCE en particulier). "Tout cela fut discuté et approuvé au cours de diverses assemblées massives. Pour éviter un double organisme... l'assemblée exigea la DEMISSION des représentants syndicaux dans notre usine. Cela impliqua un affrontement avec une partie des représentants qui se protégeaient par la légalité de la CNS... refus de démissionner".

Ce "processus de rupture syndicale" fut, continuent les travailleurs de la Roca "notre première victoire arrachée grâce à notre auto-organisation en assemblées massives, passant outre TOUT INTERMEDIAIRE BUREAUCRATIQUE ET LEGALISTE".

Ceci se comprend d'autant plus que contre cette volonté se dressent et le gouvernement et les syndicats dits d'opposition. Ceux ci sont d'accord sur un point : il faut des interlocuteurs EN CARTE. "Selon eux (le délégué provincial et le gouverneur) dans cette commission devaient être inclus quelques centrales syndicales, lesquelles ne cessent de critiquer notre mouvement de délégués et nos méthodes de lutte. Pour cela cette commission serait quelque chose au dessus des travailleurs, avec quoi ils créeraient un organe totalement bureaucratique, éliminant ainsi la dynamique de l'auto-organisation..."



Le processus de démocratisation en Espagne comme ailleurs implique pour le pouvoir l'instauration d'organes fixes, gérants des luttes (les syndicats) et pour ces derniers, de parvenir à cette reconnaissance au travers de luttes "sérieuses", "contrôlables", "responsables".

Les CCOO (commissions ouvrières) "... nous qualifient de groupes incontrôlés de violence et ne font

pas une seule allusion à la violence sauvage de la garde civile".

Pour l'USO "qui en sait tant" la critique est la même... Car la volonté de lutte de la Roc a les gêne dans leur négociation de pouvoir à pouvoir, volonté que les travailleurs expriment ainsi : "Empêcher les assemblées, anéantir le centre où nous avons toujours forgé notre unité, à coups de crosse, avec des coups de feu et des morts si c'était nécessaire, c'est ça la consigne que donnent les capitalistes de Roca. Mais nous avons fait et nous continuerons à faire des assemblées dans le village, dans la montagne, où que ce soit, avec des barricades et des piquets de protection, parceque depuis le premier jour nous avons décidé d'aller de l'avant, d'organiser nos forces, d'étendre la lutte, de résister jusqu'à la fin". Cela n'a rien à voir avec des négociations à tous prix.

Pendant ce temps, Suarez reçoit les organes d'opposition démocratiques, y compris le PCE.

La lutte à la Roc a montre cette opposition entre la libéralisation politique du régime (reconnaissance des partis, des syndicats), le jeu des bureaucrates en vue de leur légalisation et le mouvement social réel ; et lorsque "l'assemblée des travailleurs de la Roca" dans un tract du 10 12 76 dit : "nous faisons cet appel sincère et honnête à USO, UGT, CNT, CCOO et SOC pour qu'ils comprennent..." ceci ressemble à une mise en demeure des travailleurs à ceux qui prétendent officiellement les représenter..

Bien que dans ses objectifs la grève de la Roca n'aie rien de particulier, qu'elle constitue une résistance salariale à la crise qui touche les pays européens et détermine une vague de licenciements, qu'elle n'offre comme perspective qu'une revendication de travail et de maintien du salariat, (le patron dit : «discipline, production», nous les ouvriers répondons : «et plus et plus de salaire»), elle tente cependant de constituer une nouvelle forme d'association dans la lutte.

Alors qu'en Espagne la mystification démocratique bat son plein, il est bon que l'information sur la Roca se fasse.

Abou Daoud.

Ils ont bonne mine les ministres de l'Intérieur et de la Justice européens !

Ils se réunissent pour lutter contre le terrorisme international à propos des palestiniens en particulier, et quand ils en tiennent un et un gros, ils sont incapables de le garder. Croyez bien que nous sommes enchantés qu'Abou Daoud ait pu rejoindre ses pénates, ridiculisant de la sorte le tandem Ponia Lecanuet, auteurs de textes fracassants sur la répression de ce qu'ils appellent le terrorisme.

Enfin voilà un individu, soupçonné d'avoir organisé le commando de Munich, d'avoir occupé et séquestré l'ambassadeur de France à la Haye, qui est relâché 24h après son arrestation avec les excuses du tribunal ! C'est à en mourir de rire et de joie. Ces faits démontrent la débilité, la duplicité, et la cupidité des gouvernements européens et de leur justice. Comme le gouvernement français n'a pas d'idées et a besoin d'énergie, il est tout à fait capable de se transformer en carpette devant les pays arabes, quitte à passer pour des cons.

Finalement, ces fameux accords sur le terrorisme international ne sauraient être appliqués que pour des groupes comme la bande à Baader, les Brigades Rouges, les militants de l'ETA, ou des individus qui ont appartenu au GARI. Tout cela devient parfaitement ridicule.

Les justices européennes n'ont plus aucune sorte de raison de garder dans leurs prisons où de passer en jugement des révolutionnaires qui au niveau des actes ne sont pas arrivés à la

cheville de "Septembre Noir". Tout ceci tend à prouver que la justice ne fait qu'entériner un rapport de force entre les militants révolutionnaires et l'état.

L'erreur des militants de Baader serait donc de ne pas avoir frappé assez fort contre l'armée américaine, des Brigades Rouges de ne pas avoir été assez dure contre la démocrasouille Italienne.

Et pour l'ETA et les membres du GARI de ne pas avoir assez fermement combattu le franquisme.

Nous ne pouvons que réclamer avec plus de force la libération immédiate de tous les camarades allemands, italiens, espagnols et français comme cela fut fait pour Abou Daoud.



Encore Durruti

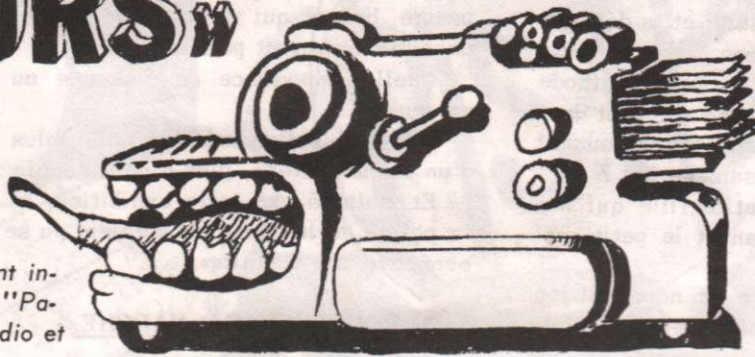
Un film sur la colonne Durruti est en cours de tournage (voir n° précédent de Basta) mais la souscription ne marche pas très fort, camarades. Abandonnez au moins une fois le rôle de spectateur passif qu'on vous impose, devenez spectateur-producteur et participez à la réalisation.

Il suffit pour cela de nous adresser 10 F, le prix d'une place de cinéma et vous verrez le film gratis à sa sortie. Et vous aurez un bon de souscription.

3000 spectateurs peuvent produire un film.. C'est un pari à tenir !!!

Raymond Cazaux - ccp 1544.41 Toulouse.
Correspondance : R. Cazaux, c/o AAEL
BP 105 - 31013 - Toulouse cédex.

«L'IMPRIMERIE N'EST PAS FAITE POUR LES IMPRIMEURS»



On ne va pas vous apprendre que les flics sont intervenus en force dans l'ancienne imprimerie du "Parisien Libéré" pour en expulser les ouvriers. Radio et TV en ont largement parlé.

Mais ce que l'on a jamais entendu dire clairement c'est que dans cette affaire chaque partenaire fait son boulot et son sale boulot, et qu'entre ce rôle là et la "libération des travailleurs", il y a un gouffre !



Le gouvernement fait son boulot de gouvernement, pas seulement celui de Giscard-Barre (leurs rivaux ont suffisamment insisté sur la manoeuvre contre le RPR) mais celui de tout pouvoir chargé de l'ordre social. L'Etat se veut le régulateur suprême du système, un coup de bâton contre les travailleurs, et une carotte en amenant Amaury à négocier afin de paraître "au dessus de la mêlée". Ici vis à vis du "Parisien Libéré" au nom de la propriété privée, au Portugal contre "Republica" au nom du contrôle politique, bref au nom de la "liberté" de tous.

La CGT, elle, défend son monopole d'embauche, c'est à dire son contrôle sur les salariés, sur leur production, sur leur "bonne moralité", et sur leur lutte. La CGT n'est pas un moyen pour la lutte, mais la lutte un moyen pour la CGT : l'exemple de cette imprimerie que les travailleurs occupèrent, en imprimant pour eux sur les machines, et montrant des velléités d'indépendance, est clair. En pleine lutte, l'aide leur fut refusée et la section syndicale dissoute. Et Séguy manifesta au "nom de la liberté".

Les "libéraux" qui ne sont pas d'accord avec Barre manifestent leur opposition à ce monopole de la CGT au nom de la liberté aussi. Et ils sont d'accord avec FO qui joue son rôle de syndicat jeune puisque c'est grâce à ses adhérents que le "Parisien Libéré" continue à sortir sur les presses toutes neuves achetées par Amaury.

"LA DROLE DE GREVE"

Parce que, pendant tout ce temps le "Parisien Libéré" continue de paraître ! Mieux, lorsqu'aucun quotidien ne sort, c'est le seul quotidien qui arrose la région parisienne. La grève des imprimeurs du "Parisien Libéré" a une originalité abérrante sur les autres grèves : c'est qu'elle est la seule à favoriser la production. Une grève à la SNCF, à l'EDF, pas de trains, pas d'électricité. La grève au "Parisien Libéré" : aucun journal, SAUF le Parisien.

Face à la volonté d'Amaury, le PDG, l'occupation de locaux dont il n'a rien à foutre, dont il n'a plus l'utilité, ne sert à rien d'autre qu'à enterrer les ouvriers, à les occuper. Jamais la phrase de Blum en 36 n'a été aussi vérifiée : "Quand les ouvriers occupent l'usine, c'est l'usine qui occupe les ouvriers". Et peut être (!) bien était ce l'objectif recherché : les occuper pendant que le syndicat du livre faisait une démonstration de force, face au gouvernement et aussi face aux autres syndicats, dans le cadre de la lutte pour le programme de la gauche (n'oublions pas que derrière la CGT, et en particulier dans le livre, il y a le PCF, et que la rivalité syndicale fait son pendant à celle, politique, PCF-PS). C'est ce que l'on appelle "la lutte responsable". Dans ce contexte là il était nécessaire de valider auprès des ouvriers l'occupation de ce VIDE qu'est l'imprimerie de la rue d'Enghien, d'autant plus que d'autres méthodes de lutte se présentaient à leur esprit : et on se souvient de la position fort gênée des bureaucrates lorsque des ouvriers du livre passèrent à l'action directe contre les réseaux de diffusion du "Parisien Libéré" { c'était regrettable, mais compréhensible, etc...". Ce qui ne fut pas dit c'est que ces jours d'action là, le Parisien fut presque totalement retiré de la circulation, contrairement aux autres instants de "grève responsable". Bref, le seul moment d'efficacité par rapport à la lutte fut celui où la CGT fut un peu débordée.

L'expulsion manu-militari des locaux par CRS et gardes mobiles a été rendue possible par ce qui est au propre comme au figuré, une "mise en conserve" de la combativité. Celle ci, privée d'imagination, de mobilité devenait une guerre de position, position au demeurant purement symbolique qu'une charge suffisait à balayer.



Mais action directe ou pas, le contenu du conflit changeait-il ? Et la comparaison faite plus haut avec le journal «Republica» ne vaut que par la similitude de comportement d'un état «bourgeois» et d'un état «socialiste» envers eux : parce que dans le conflit du PL jamais le contenu du journal, son rôle idéologique éminemment fasciste ne fut posé. On se contentait de dire «il faut que cette merde paraisse dans de bonnes conditions». Jamais ne fut remis en question le rapport capitaliste selon lequel le travailleur est étranger à sa production, donc à son expression, rapport que Pey-reffite résuma très bien ainsi : «l'imprimerie n'est pas faite pour les imprimeurs». Ce sur quoi tout le monde sera d'accord. Et ce n'est pas la moindre limite de cette "lutte" que chacun trouve, bien sur, exemplaire!



Amaury va bien : la modernisation de son secteur imprimerie est réalisée, ses imprimeurs FO impriment, ses journalistes bavent et son profit s'accumule.

Les giscardiens se donnent l'allure de "gros muscles", mais bienveillants, toutefois heureux à l'occasion d'emmerder Chirac.

Le PCF avec ses troupes montre qu'il est bien, à travers la CGT, "le parti de la classe ouvrière", face à un PS plein de gourmandise et bien désireux, par CFDT entremise, d'avoir sa courroie de transmission dans ce secteur.

Et les imprimeurs exemplaires impriment, les mains pleines d'encre et la bouche close.



amaury est mort de mort naturelle !

Le malheur, c'est qu'avec lui rien n'est mort. Le «Parisien Libéré», «l'Equipe», Point de vue-Image du Monde», et autres torchons continueront à paraître, repris en main par la famille élargie de ce saint homme, tout droit sorti de la «presse libre» d'après guerre,

A part Chirac qui doit avoir la larme à l'oeil de perdre ses amitiés désintéressées et doit se poser de sérieux problèmes pour financer les campagnes électorales du RPR, la tristesse générale s'arrête avec le dépôt des gerbes.

La «Presse Libre» n'est pas morte, elle ! Le groupe Amaury, Hachette, Dassault, Hersant Del Duca, Filipacchi et compagnie sont toujours présents à l'appel ! Les groupes financiers se bagarrent toujours en toute impunité sur le dos des lecteurs pour se remplir les poches.

Et quand bien même Amaury, Dassault etc. disparaissaient, leur Capital et l'aliénation qu'il suppose continueraient à conquérir les marches et à multiplier leurs filiales sous couvert d'information.

Si avec les figures de proue de la presse crapules notoires, on enterrait aussi leurs entreprises, alors là on rigolerait encore plus.

on ne va pas s'en plaindre...

COMMISSION JURIDIQUE DU LIVRE

Je soussigné (nom-prénom) Rue
 Domicilié à
 Date de naissance
 Reconnaiss avoir confié mon affaire
 Contre/
 Adresse
 à la Commission juridique du Livre.
 Accepte les conditions ci-après, et m'engage à respecter les paragraphes suivants :

- 1°. Versement forfaitaire de 100.00 F
- 2°. S'il y a appel "paiement des honoraires d'avocat"
- 3°. Remboursement des frais
- 4°. Paiement de 60 % sur toutes les sommes récupérées sur toute affaire gagnée
- 5°. Pour les non syndiqués
 Demande d'admission immédiate et paiement de 6 mois de cotisation.

TOULOUSE, le

Lu et approuvé

Signature :

une petite pub :

Voici la réponse faite par le syndicat du livre à trois copains qui entendaient s'occuper un minimum eux même du conflit qui les oppose à leur patron, réponse faite au beau milieu de "l'action". Y a-t-il besoin de rajouter un commentaire ?





«... C'est la structure de masse... qui se réfugie dans l'unité illusoire de la famille, du peuple et de la nation...»
W. REICH.

On peut dire que le summum du règne de l'autorité, de l'ordre et de la sécurité est atteint quand cette autorité, cet ordre et cette sécurité sont maintenus sans tintouin ni fracas, sans quadrillages policiers pesants, et bien sûr sans bavures.

Ainsi notre mère et patrie balbutie-elle dans cette voie, imitant sa grande soeur, son inspiratrice en matière de libéralisme : la RFA.

DE L'EXALTATION DU JEU...

Tout le monde ou presque, aura entendu parler de cette fameuse émission de télévision intitulée «XY». Son but est que chaque citoyen allemand puisse régulièrement se prendre pendant une heure pour le flic le plus intrépide. Seulement voilà, le jeu n'en n'est pas un tout à fait. Car l'image apparaissant sur l'écran et devant servir à identifier le "criminel" du moment est réelle et la poursuite engagée contre lui par l'en semble d'une population l'est aussi. C'est la consécration de l'ennemi public.

Qui n'a pas non plus entendu parler de ces multitudes d'affiches, un peu comme au bon vieux temps du far-west, portant la photo du dangereux individu ainsi que la somme (toujours lourde) offerte contre sa peau.

C'est le règne des chasseurs de prime.

En France pour ce qui est du jeu, nous, les prenons plus jeunes, comme le prouve ce coffret destiné aux enfants de 6 à 8 ans (très éducatif !), et nommé «Enigmako» : «l'assassin est dans la ville, découvrez le d'après son portrait robot».

Il existe aussi des jeux pour adultes. Après tout, tout le monde a le droit de s'amuser ! Ah, les merveilles de l'audio-visuel !

Un téléspectateur se fait pour un soir juge d'instruction et il doit découvrir le ou les coupables d'une intrigue policière diffusée sur l'antenne. Tout y passe, des auditions aux perquis, etc... Celui qui gagne emporte avec lui un très beau cadeau.

On ne saurait pourtant accuser le pouvoir d'avoir employé la force brutale. Mais comme on le voit ici le piège est plus que grossier et la démagogie n'a plus de bornes.

N'emploie-t-on pas la même méthode avec les gosses quand on veut leur faire adopter un comportement auquel ils se refuseraient sans le jeu ?

Quelle est la petite fille qui n'a pas joué à la maman et le petit garçon au flic ?

Pendant l'enfance, on nous fait jouer à grimer nos aînés, devenus adultes, on répète les mêmes gestes par habitude.

Petit, on lève le doigt pour dénoncer le voisin qui copie par dessus l'épaule. Grand, on dénoncera le voisin qui ne respecte pas les normes du travail.

Et la transition s'opère sans trop d'anicroches.

La TV à la poursuite du crime

A la télévision, le grand événement de la semaine passée fut, sans conteste, le dénouement de l'affaire de Grenoble. Là où toutes les polices de France avaient échoué, il a suffi d'une émission de quelques minutes pour permettre l'identification d'un fou criminel qui, depuis des mois, semait la terreur dans toute une province.

Ce qui frappe dans cette opération, tentée en désespoir de cause, c'est la rapidité de sa conclusion : une démonstration exemplaire et efficace qui mérite réflexion. Ce succès pourrait, après une analyse hâtive, conduire à l'utilisation répétée des moyens audiovisuels pour démasquer les délinquants. Or, c'est la rapidité inespérée de ce résultat qui a éliminé les grands dangers du procédé. Imaginons que la famille n'ait pas reconnu tout de suite la voix du « brigadier rouge », qui peut dire combien de vengeances auraient été assouvies par des dénonciations anonymes ? Qui peut dire combien d'innocents auraient été désignés à l'attention de la police, obligée de vérifier toutes les pistes qu'on lui ouvrait ?

Si les corbeaux, les témoins de mauvaise foi, les déséquilibrés n'ont pas eu le temps de se manifester, le danger n'en demeure pas moins réel de transformer d'un coup des millions de téléspectateurs en indicateurs de police. C'est ce que fait, depuis plusieurs années, en Allemagne fédérale, l'émission « XY » qui demande l'aide des téléspectateurs pour tenter de résoudre les énigmes criminelles non élucidées. Cette émission policière à tir réel a beaucoup de succès. Elle a même permis l'arrestation de nombreux coupables. Hélas ! malgré les précautions, des innocents se voient périodiquement et, souvent publiquement, accusés des pires méfaits. C'est un risque considérable qu'on fait ainsi courir aux libertés et les Français ne sont pas prêts à s'y résigner.

Le ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski, qui avait autorisé cette opération, a tenu, heureusement, à en préciser le caractère exceptionnel : la télévision ne peut être utilisée que « lorsqu'on a épuisé tous les autres recours et qu'un danger subsiste pour la collectivité ».

Jean DIWO

...A LA REALITE QUOTIDIENNE...

D'ailleurs, ce jeu, 50 Millions de français l'ont joué, il y a de cela deux mois.

Le ministère de l'Intérieur avait, pour ce faire, réquisitionné toutes les chaînes de radio et télévision afin de diffuser la voix du soi disant "ravis-seur" des brigades rouges.

Aussitôt, ce fut un déchainement d'hystérie.

5000 coups de téléphone pour trouver un individu !

Comme en temps de guerre, chacun dénonce le voisin qu'il ne peut pas blâmer, et cela pour le bien de la nation. Chacun vit pour quelques instants les palpitantes aventures de S. Holmes, le temps de se croire Superman, champion de l'honnêteté.

Il faut savoir de temps en temps, ajouter un peu de piment à sa soupe.

Parmi toutes ces dénonciations, les flics en ont extirpé une. Celle là colait bien, on ne peut douter de la paro-

le d'un flic, surtout quand c'est pour livrer son beau-frère.

Il est évident que si ce n'était ce pauvre bougre qui s'était fait pincer, un autre lui aurait pris la place.

Quelle importance ce coupable ou un autre ?

Il y a plus d'un individu fiché, plus d'un ancien détenu, plus d'un Matencio.

Et suite à une telle exhibition, ni la police, ni le pouvoir n'auraient pu se permettre une «défaite».

POURQUOI CA MARCHE

Ce qui compte, c'est de montrer qu'on est capable de "protéger" la population une fois qu'on lui a bien foutu la trouille. Et devant l'apathie de cette même population, le coup d'essai est une réussite. Le test s'est révélé positif.

Mais qu'est ce qui peut amener des milliers d'individus dont la vie et leurs rapports sont complètement morcelés à se "solidariser" dans la peur et l'abrutissement devant ce que le gouvernement nomme sans honte le danger public. Et quel danger ?

S'agit-il du génocide de populations entières ? Non, il s'agit d'actes individuels et la plupart du temps désespérés.

Il s'agit d'abord de requérir toutes les conditions pouvant permettre l'installation d'un régime de peur, de méfiance, de telle manière que chaque "citoyen" devienne foncièrement un flic.

Or, ces conditions sont à l'heure présente toutes réunies.

Suite à de monstrueuses campagnes opérées par les mass-média, à une foule d'analyses toutes plus ou moins cuisinées traitant des «délinquants» ou «criminels», il faut maintenant instituer ce nouveau code : le délinquant, le criminel, LE danger, c'est l'Autre.

On est ici bien loin de l'arabe, du chevelu, du voyou. La notion d'individu "louche" a évolué, et les «masses» sont maintenant suffisamment abreuvées du dégueulis des journalistes envers tout ce qui a trait de près ou de loin à la «délinquance».

Et l'Autre, c'est tout le monde, sauf soi-même (ce qui est profondément déculpabilisant).

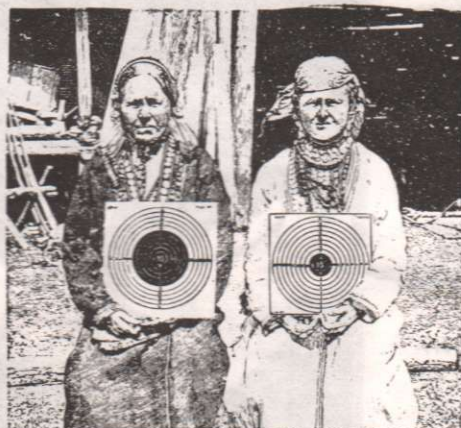
88888888888888

Les objectifs du pouvoir :

Ainsi les derniers vestiges de rapports humains sont balayés au profit d'un état de méfiance perpétuel et réciproque.

Ainsi la notion de solidarité s'écroule-t-elle complètement, faisant place nette à cet espèce de «solidarisme national», dernière trouvaille du libéralisme.

Le capital peut continuer de tenir le siège, il est de plus en plus fort.



Bien sûr les flics font des «bavures» et ils en feront toujours. Car, comme l'a si bien expliqué un de leurs chefs, il faut savoir payer le prix de

la sécurité. Et comme en général, les honnêtes gens pensent ne pas le payer ils s'en foutent.

Et si un tel régime peut prendre naissance aujourd'hui, c'est grâce à leur consentement passif. Le producteur-consommateur moyen possède si peu de choses qu'il est prêt à tout consentir pour les garder.

C'est drôle dans les chants révolutionnaires, on parle en ces termes pour désigner la «liberté».

Demain, les esclaves seront presque leurs propres maîtres.

Mais ceux à qui nous devons le plus, ce sont ceux qui ont mis en place le premier maillon de cette chaîne infernale.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les journalistes aiment toujours tripoter la merde, trainer les individus dans la boue de leur sillage, et les réactions qu'ils suscitent sont à l'image même de leur sale boulot.

Citons pour l'exemple, «La Dépêche du Midi» qui, se faisant le porte parole des chauffeurs de taxi, offrait 1 Million pour retrouver «l'assassin» d'un chauffeur de taxi toulousain, et «Le Meilleur» qui a pris le pli, afin de n'en pas perdre une miette, d'offrir des primes depuis l'assassinat de son regretté collaborateur Trouvé.

La presse libre nous a foutu dans la merde.



Note :

1 : Le mot citoyen, si choquant à nos oreilles n'est pas ici employé à tort. Car on fait appel au soi disant sentiment de civisme. On ne s'adresse plus

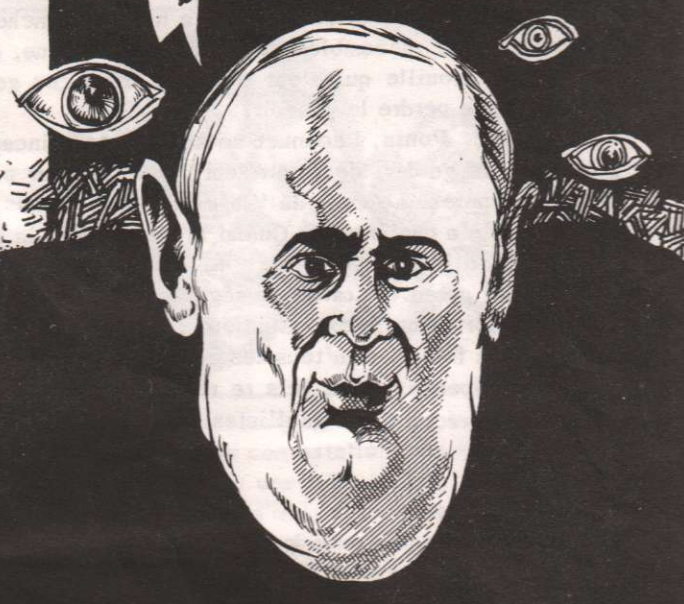
ment de civisme. On ne s'adresse plus au travailleur, mais à celui qui est individuellement considéré comme responsable de la Nation. Nation dont nous savons qu'elle n'est que pure invention.



L'ŒIL ÉTAIT DANS LA TOMBE ET SURVEILLAIT SON VOISIN !..

SADI QUE, TERRORISTE ? ACTE CRAPULEUX
ACTE POLITIQUE ??
LA POLICE ENQUÊTE !.. ELLE EST
SUR UNE P

VU QUE LES CRIMES SONT PARTICULIÈREMENT CRAPU-
LEUX ! VU QUE LA POLICE PIÉTINE LA-MENTABLEMENT
VU QUE NOUS SOMMES DANS UN PAYS DE LI-BÉR-TÉ !
JE VOUS DEMANDE EXCEPTIONNELLEMENT DE VOUS
MOUCHARDER LES UNS, LES AUTRES.
JE TROUVERAI BIEN UN COUPABLE !
Merci.



MESURE EXCEP-
TIONNELLE ! VOICI
LE PORTRAIT-
ROBOT DU SUSPECT
FORTE RECOMPENSE !

VOTRE DEVOIR C'EST
D'AIDER LA POLICE !..
VOICI LA VOIX DU
PRESUMÉ COUPABLE !
VOTRE DEVOIR C'EST
DE DENONCER AUTRUI

MONSIEUR LE MINISTRE EST EMU !..
JE SUIS EMU PAR CETTE AFFAIRE !
TOUS LES AUDITEURS SONT
EMUS PAR...
ALORS CAFARDEZ
EN APPELANT
LE N° ...
DEC

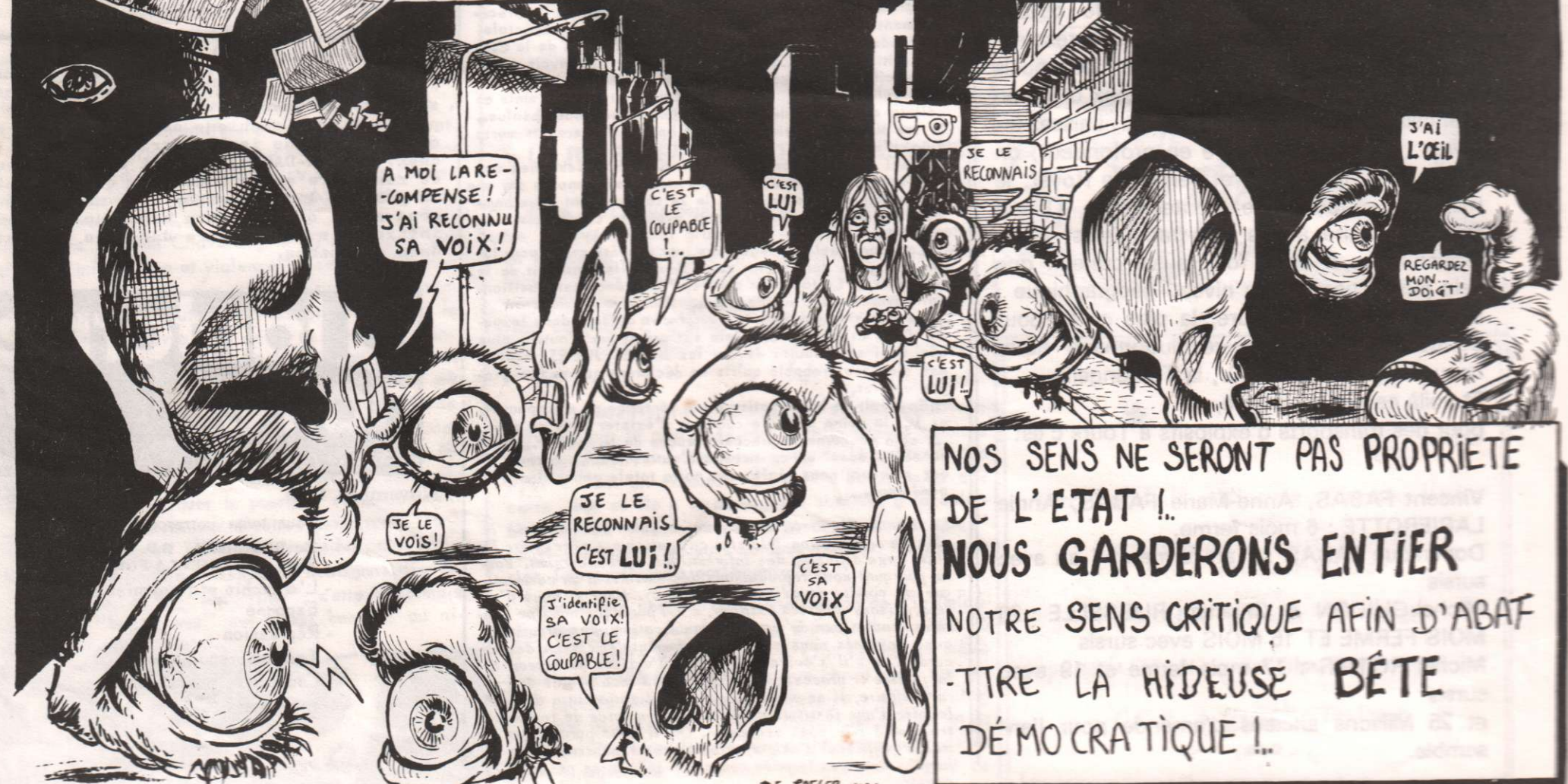
Ma concierge a la même voix que
que l'assassin.
J'ai reconnu la voix du locataire
du 2ème.
Moi celle du hippie d'en face.
Moi - moi - moi ...



A CE PRIX,
JE VENDS
MA MÈRE !



Mieux que les flics. Mieux que les pa-
rents des victimes, moi LE MEILLEUR
j'offre 5 briques à celui qui a entendu
des voix.



A MOI LA RE-
COMPENSE !
J'AI RECONNU
SA VOIX !

C'EST
LE
COUPABLE
!

C'EST
LUI !

SE LE
RECONNAIS

J'AI
L'ŒIL

REGARDEZ
MON...
DOIGT !

JE LE
VOIS !

JE LE
RECONNAIS
C'EST LUI !

C'EST
SA
VOIX

J'identifie
SA VOIX !
C'EST LE
COUPABLE !

NOS SENS NE SERONT PAS PROPRIÉTÉ
DE L'ÉTAT !..
NOUS GARDERONS ENTIER
NOTRE SENS CRITIQUE AFIN D'ABAF-
-TIRE LA HIDEUSE BÊTE
DÉMOCRATIQUE !..

LES GAULLISTES ONT REPRIS DU POIL DE LA BÊTE



De Gaulle est mort, vive Chirac ! C'est finalement ce que toute la bourgeoisie a hurlé dimanche 5 septembre au rassemblement pour la république, car la grande trouille qui s'est installée chez ces gens là, c'est de perdre le pouvoir.

Giscard, Ponia, Lecanuet se sont montrés incapables de le garder, de l'entretenir, de l'assurer pour des décennies. Le coup de "la merde dans un bas de soie" ça n'a pas marché. Quand la réforme pue la magouille politicarde, personne n'en veut et tout le monde gueule après. Installer un régime d'extrême droite par le réformisme, c'est astucieux mais cela ne fonctionne pas forcément à tous les coups, et les républicains indépendants ont pris le risque de semer pour assurer la récolte aux gaullistes.

Depuis deux ans, tous les problèmes sociaux ont été survolés pour qu'à chaque fois, y soit apportée une solution ou un semblant de solution fascisante.

Au nom de la sécurité des français, le gouvernement a accru les contrôles policiers, multiplie les opérations coup de poing, allant jusqu'à terroriser les vieillards par une propagande alarmiste.

Ponia a supprimé officiellement les fiches d'hôtel et les écoutes téléphoniques au nom de la liberté individuelle pour remplacer ces contrôles par l'opération Safari mettant en carte l'ensemble des français et en institutionnalisant la table d'écoute pour les "criminels" et les "terroristes".

Nous pourrions ainsi retracer tous les changements du divin Giscard jusqu'à l'heure actuelle. La fin de la gestation d'un régime de droite risque de donner naissance à un régime fort, sauveur des valeurs occidentales. Ce régime à venir est incarné par un nouveau chef, un nouveau roi, un nouveau furher, un nouveau Duce : CHIRAC ! ...

Il est donc vital de ne plus avoir la mémoire courte et de se souvenir du Gaullisme de 68.

Chirac, c'est le défilé aux Champs Elysées, ou quelques milliers de réactionnaires gueulaient en faveur du sinistre Charlot. Chirac c'est Beaujon, Chirac c'est le fort de l'Est, le fort de Vincennes, Chirac c'est le quadrillage et le matraquage policier, Chirac c'est le SAC et les CDR, qui, la carte tricolore d'une main et le pistolet de l'autre, arrêtent, tuent, torturent en toute impunité. Chirac c'est les ratonades à Nice ou à Marseille. Chirac c'est le projet de parquer ses opposants dans des stades. Chirac c'est l'armée française contre l'ennemi intérieur.

Chirac c'est tout ce que nous avons connu sous De Gaulle et Pompidou de 58 à 74, mais aménagé, renforcé par Giscard.

Chirac c'est la promesse de l'Etat fort et de la dictature en France



Quand je suis allé à l'école, j'ai appris à compter et à lire. Comme ces derniers temps, j'ai entendu plein de gros chiffres à la radio :

«...Les 8 millions de francs de l'affaire Dassault-De Vathaire seraient aux mains des phalangistes... J.M. Le Pen, président du Front National, hérite de 4 milliards de M.Lambert ancien membre du F.N. ... Le butin du «fric-frac» du «gang des égoutiers» de Nice est allé aux organisations d'extrême droite dont le «gang» était proche... »

je vais essayer, bien qu'effaré par cette avalanche de billets, de recompter pour voir si je n'ai rien oublié :

800 millions
4000 millions
5000 millions

9800 millions

Si je sais bien compter, ça fait : 9 milliards 800 millions de centimes.

Alors quand, par ailleurs, dans un torchon d'extrême droite, je lis : « L'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche unie en 1978 doit être considérée comme une donnée fondamentale de toute réflexion politique. Il serait grotesque d'attendre paisiblement les réactions gouvernementales, et criminel de négliger cette hypothèse qui a de fortes possibilités de se réaliser » et plus loin « Nous ne pouvons en aucune façon attendre 1978 pour décider par on ne sait quel miracle de passer à l'action. Et si nous nous maintenons dans l'inaction organisationnelle nous ne ferons rien de sérieux lorsque l'échéance sera venue »

je me demande, si cette année explosive ne sera pas suivie d'autres années plus explosives encore

Au fait, tout ce fric, à quoi il va servir ??
j'en ai la tête qui tourne.



sale tours

A Tours, ville propre s'il en fut, c'est le grand nettoyage permanent, non seulement on nettoie sur les murs, en reconvertissant les chômeurs en gratteurs professionnels, la moindre trace de bombage ou de collage d'affiches un peu critique, pour que resplendissent sur un fond de blancheur, les appels au rassemblement de Chirac et ceux d'Action Française, et les hystéries de « Laissez-les vivre ». En outre on épure en profondeur, on balaie avec application et vertu à la Royer, le moindre soupçon de contestation. Quand Ponia a affaire à des anti-franquistes, il n'y réfléchit pas à deux fois, aussi curieux que cela puisse paraître au niveau géographique : la meilleure magistrature, la plus cotée pour purifier cette vermine révolutionnaire notre beau pays, c'est bien sûr, la Tourangelle. Et voilà ce que ça donne, pour des transports d'explosifs à Tours c'est :

Vincent FABAS, Anne-Marie FABAS, Annie LABIEROTTE : 6 mois ferme.

Dominique FABAS : 1 an ferme et 1 an avec sursis

Michel GUIDON et Christian RUSSELLE : 20 MOIS FERME ET 16 MOIS avec sursis

Michel ROTIER : 17 mois ferme et 19 avec sursis

et 25 Millions anciens d'amende pour l'ensemble.

TEXTE DU DERNIER COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE DE DEFENSE DES MURRAY

"Le 11 déc., la Cour Suprême de Dublin a cassé les condamnations à la peine capitale de Noel et Marie Murray, qui avaient été prononcées le 9 juin de cette année... La condamnation pour meurtre imposée à N.Murray a été maintenue et il a été condamné à la prison à vie avec travaux forcés. Pour le cas de M.Murray, la Cour Suprême a ordonné un nouveau procès sur l'accusation initiale de meurtre. Ce procès aura lieu au sein de la même cour qui l'a précédemment déclaré coupable, la Cour Criminelle Spéciale. Pendant le jugement sur l'appel, les 5 juges de la C.S. ont critiqué la C.C.S pour la façon dont elle avait mené cette affaire... en condamnant M. et N.Murray à mort. De fait, cela signifie que M. et N. Murray ont passé 6 mois en cellule des condamnés à mort, dans une solitude absolue. Si les Murray n'avaient pas fait appel, ils seraient morts aujourd'hui.

Ceci est la seconde fois en moins de 6 semaines que des verdicts concernant des meurtres sont annulés par une juridiction supérieure. Dans le 2e cas, ce sont deux hommes qui ont été acquittés après avoir été condamnés meurtre...

...La cour spéciale siège sans jury et a été créée pour juger des gens dont l'Etat considère qu'ils tentaient de le renverser... La tâche de prouver l'innocence est traditionnellement laissée à l'accusé...

...La décision que ce nouveau procès ait lieu dans la même Cour Criminelle Spéciale est grotesque d'autant plus que ceci se produira devant les MEMES JUGES, dont il est bien peu probable qu'ils se déclarent contre leur propre verdict.

...En dépit de la cassation de la sentence de mort pour N. et M., la peine capitale continue d'exister dans ce pays, ... cela concerne le prochain procès de M. Murray... cela concerne aussi en ce moment d'autres procès encore, C'est pourquoi nous réaffirons notre totale opposition à la pendaison...

Le cas de M. et N. Murray exige qu'on leur accorde le plus de soutien possible et à ce soutien est nécessaire la plus large diffusion des informations les concernant. Voilà pourquoi nous reproduisons des extraits d'un communiqué du comité de défense des Murray. Mais si nous n'en reproduisons que des extraits, c'est parce que nous ne saurions cautionner de part leur publication, des arguments avec lesquels nous sommes fondamentalement en désaccord. Car s'il s'avère obligatoire d'activer au niveau de la justice le processus de défense des inculpés de ce genre d'affaire, il ne s'agit que de l'utilisation afin d'éviter le pire d'une institution qu'on est bien forcé de reconnaître quand elle vous séquestre. Or, il nous paraît pour le moins paradoxal d'exiger qu'un procès "ait lieu devant un jury", ainsi que le pose comme revendication première ce comité.

publications copines

BASTIA

DAUPHINE

N° 1 Nov - Déc 76

2 Francs

Ce qu'il faut, face aux politiciens et à la récupération, c'est se coordonner sans sectarismes ni volonté d'hégémonie pour que nous sachions ce qui se passe et que les copains isolés arrivent à nous toucher. "BASTIA-DAUPHINE" peut être ce lieu de rencontre entre tous ceux qui veulent la peau de l'université. Mais nous espérons aussi qu'il y aura beaucoup d'autres initiatives de ce genre dans des facs et dans des bahus.

la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

Novembre 1976

N° 6-7

Pour toute correspondance :

P. BLANCHIER, B.P. 14
92360 MEUDON-LA-FORET

- L'anarchie et l'organisation
- Espagne
- Répression
- Technobureaucratie
- Centenaire Bakounine
- Liaisons

Dans le texte "suite et fin"...

au lieu de "les fascistes contre la peine de..."

ce vent glacé qui nous vient de l'Europe...



« L'Europe, Schumann, c'est ce magma de bons citoyens qui coupe des têtes tout en dansant au son des musiques Pop, entre le crucifix et la faucille. »

(BASTA N° 2)

On a parfois reproché à Basta de trop insister sur la répression. Pourquoi le faisons nous ?

Nous serions tenté de répondre laconiquement : parce que la répression existe et qu'elle est souvent exercée à titre d'essai sur les milieux "libertaires". Basta se fit l'écho de quelques machinations suivies d'attentats et a souvent rappelé des affaires qui sont très significatives des nouvelles procédures que teste la justice actuellement : comme celle utilisée contre les inculpés du GARI. Or le silence est quasi général à ce sujet.

Cette répression qui existe ne peut s'exercer pleinement que dans un certain rapport de force favorable à l'Etat. C'est bien cela qu'il s'agit de renverser, et l'information, le répondant par rapport à ce qui est subi y contribue en signalant que rien de ce que tentera le pouvoir ne bénéficiera de ce silence qui l'arrange tant. C'est donc un choix tactique.

Mais c'est aussi à un niveau plus global que nous posons le problème.

Cette répression qui peut sembler circonscrite, restreinte, est liée à l'évolution suivie par les Etats européens en ces temps d'incertitude : tendance à un contrôle de plus en plus totalitaire des populations, avec comme moyen une technologie très poussée. (informatique, audio-visuel). Ceci a d'énormes implications pratiques et indique clairement qu'un certain mouvement doit changer d'attitude en sortant de son amorphisme actuel.

LES ANNEES QUI VIENNENT

Ces derniers mois sont riches de démonstration.

- le 10 novembre, le conseil de l'Europe réuni à Strasbourg ratifie une convention d'assistance internationale contre le terrorisme.
 - le 13 novembre, la presse signale le projet de loi en discussion sur la prévention de la violence.
 - le 18 novembre, le rapport Chavanon est déposé chez R. Barre, rapport qui détermine le rôle de la presse dans plusieurs cas, dont celui des 'manifestations' et des 'émeutes'.
- Enfin, pour la première fois, la délation est instituée comme principe.

Le 10 novembre donc, 19 pays signent cette convention d'assistance. Le "terrorisme" auquel est refusé le qualificatif de "politique", c'est à dire dont on efface tout le contenu critique explicite, est une notion qui va de la séquestration jusqu'aux attaques contre les biens. La gamme des actes tombant sous le coup de cette qualification est, remarquons le, indéfiniment extensible. Elle sera donc appliquée selon nécessité, restreinte ou élargie selon le contexte social. Cet acte "contre les biens" recoupe la nation déjà comme dans les pays de l'Est sous le nom de sabotage économique, au titre de laquelle furent dernièrement condamnés, en Pologne, des ouvriers insurgés. Il apparaît clairement que dans cette "attaque contre les biens", la bourgeoisie sous-entend toute forme d'empiètement sur la propriété privée dans un certain contexte social. Le dernier discours de Barre au sujet de l'intervention des forces de police rue d'Enghien laisse entrevoir cet arrière plan.

D'ailleurs le plan Chavanon, le 18 novembre, qui s'intitule "Information et violence" n'omet pas de consacrer tout un chapitre aux attroupements, manifestations violentes et émeutes définissant à ce sujet, le comportement qui devra être celui des moyens d'informations audio-visuels. Toute "diffusion en direct d'informations données par un journaliste placé lui-même au sein de la foule" sera à éviter. Le spectre de Cohn Bendit intervenant en direct sur les ondes demeure vivace et le pouvoir compte bien se prémunir de telles interférences. Plus de risque de voir un quelconque anonyme expliquer le pourquoi et le comment de sa révolte et contaminer d'autres personnes. Dans le "recul nécessaire" à l'information libre, il n'y aura plus que des hordes sinistres de hooligans dépourvus de pensée, et le "terrorisme", cette désormais variante du "banditisme" est aussi compris au niveau du mouvement social.



Vis à vis de sa prévention, les moyens sont sans limites. Les 13 et 14 novembre, "l'Aurore" informait qu'était en discussion une proposition qui donnait à la police tout pouvoir sur la désignation des coupables par anticipation. Cette mesure permettrait, comme le dit l'Aurore "de ne plus attendre un début d'exécution pour intervenir sans la crainte de voir leurs clients relâchés, faute de preuves". Ainsi, même "faute de preuve", l'inculpation serait assurée ainsi que l'incarcération pour une clientèle de "terroristes" dont nul ne peut être certain qu'il n'en fera pas partie. Tout cela enterrine bien des attitudes courantes du pouvoir: abandon du droit d'asile politique, collaboration des polices entre elles, présomptions de culpabilité à priori envers le "justiciable"; mais le fait que ce soit institutionnalisé est significatif et enlève une possibilité d'attaquer le pouvoir sur son terrain. Ce qui était bavure et exception, devient norme. Le "libéralisme" a atteint le seuil de contradictions où il n'est plus utilisable.

C'est donc à une instauration, dans le droit, du pouvoir discrétionnaire de la police et de la justice que nous assistons, à une confusion du réel et du supposé, et nous voyons bien, recoupant tous ces éléments, que lorsqu'il parle de recrudescence de la "délinquance", du "terrorisme" et de la "sécurité des citoyens", c'est avant tout à sa propre sécurité que l'Etat pense, contre toute contestation extra parlementaire.

Si l'on s'en réfère à la définition du "libéralisme politique", issu de 1789, c'est véritablement un nouvel ordre politique qui serait, sur la base des contradictions économique-sociales du capitalisme. Au sommet, c'est l'Europe du Capital et de ses polices, à la base, c'est la mise en place de structures d'encadrement de la population : ilôtiers, fichage à base d'informatique. Ce serait donc une erreur de penser que ces mesures ne touchent que des micro milieux (les "politiques") alors qu'elles embrassent tout le champ social que la crise actuelle pourrait remuer. La création, le 1er décembre, de brigades de contrôles financiers chargées de surveiller les chômeurs (ce qui ne fait que renforcer le principe de flicage de l'ASSEDIC) complète d'ailleurs ces initiatives.



LA REPRESSION C'EST L'IMPUISSEANCE

Cela doit avoir pour nous des implications sur notre pratique. Il est grave de vivre dans l'attentisme, de parler en philosophe de "contradictions insurmontables" qui rongeraient le système pour annoncer une révolution automatique qui surgirait soudain à la surface du globe. Et d'ajouter, rassurant: une société qui tient par ses méthodes policières n'en n'a plus pour longtemps.

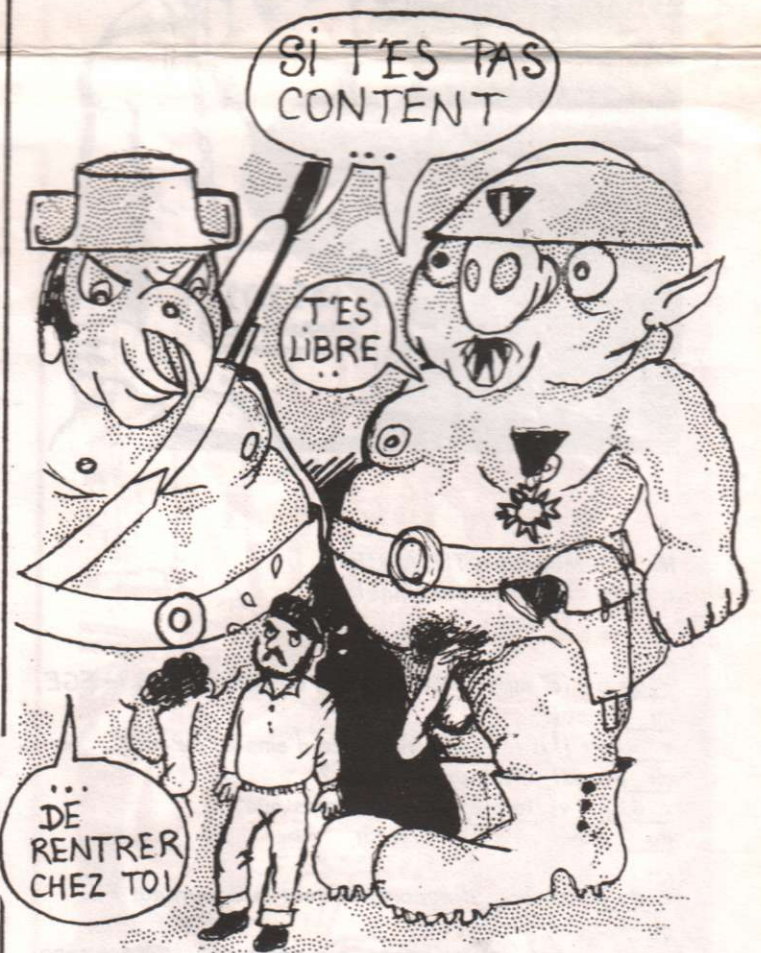
Parce que rien ne prouve qu'une société ne puisse survivre par la peur, dès lors qu'elle a par rapport à une population donnée les moyens de la pratiquer. La RFA en est un exemple. Et ceci d'autant plus que cette peur se lie à la démagogie sociale, à la collaboration de classe des "représentants historiques" (bien contents d'ailleurs de tout cela qui ne gêne en rien leur cretinisme parlementaire).

Parce que cette institutionnalisation de l'intimidation ne peut se développer qu'à partir du moment où il y a ce genre d'attentisme. L'Etat est en lui-même répressif, contrairement à ce que pense ceux qui disent que la lutte amène la répression : au contraire, tout est la conséquence d'un rapport de forces, et la capacité de porter la critique, de la développer, de se faire comprendre clairement renforce ce rapport de



Il est donc nécessaire de montrer, qu'il n'y a pas face à l'Etat, qu'une contestation impuissante et toujours à posteriori, ou une lutte isolée, mais qu'il y a une capacité, aujourd'hui, d'imagination, d'autonomie et d'efficacité pour chacun d'entre nous face aux institutions. Pour cela il faut aussi nous réveiller et rien ne sert de gémir, après coup, des méchancetés de l'Etat. C'est pourquoi nous sommes si souvent opposés aux positions défensives, style manifestations démocratiques, marches symboliques et autres actions de soutien qui entérinent les faits, ainsi qu'aux fronts qui mystifient toute critique (qu'est ce qu'est devenu le front "essentiel" qu'était il y a quelques mois celui qui "s'opposait" à la répression dans l'armée, quelle critique en est sortie ?

Par contre nous pensons indispensable et nécessaire que chacun se bagarre, aie des initiatives sur ce qui le concerne réellement en remettant en cause les sacro saintes institutions, et n'attende pas d'y être contraint... Alors l'isolement peut être rompu car sur des luttes concrètes il peut y avoir discussion, voire association (cf. Basta n° 5, l'article "Et pourtant c'est possible !").



* * *

Directeur de la publication : Christian Martre

Correspondance : Basta B.P. 105
31013 Toulouse Cédex

Commission paritaire : n° 58018

Imprimerie 34, 34 rue des blanchers, 31000 Tse.

C.C.P. 3.394.34S - Toulouse

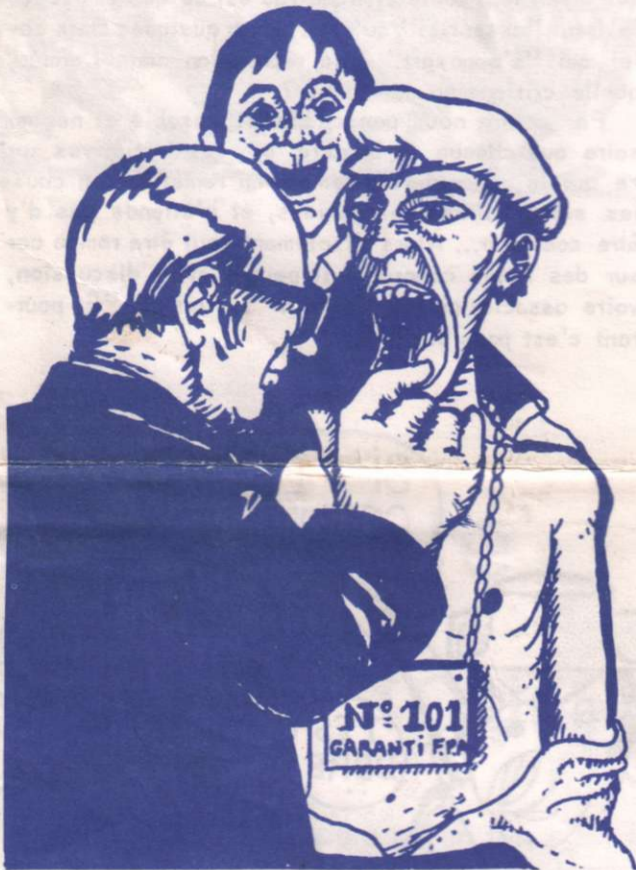


F.P.A. centre de tri pour brebis galeuses

Il y a quelques temps, nous avons reçu le texte d'une bande magnétique enregistrée par les stagiaires FPA de Bègles (33). Imaginant un Monsieur Fourment, chef de personnel de l'«E.G.E.» les stagiaires ont téléphoné en son nom à Mr TUJAGUE, adjoint technique des FPA. L'objet supposé de la communication est d'avoir des renseignements sur Mr X en vue d'une embauche.

Dans ce dialogue, plus de mystification : le travailleur y est bien cette marchandise sur le marché du travail, cet objet dont la mentalité, les gestes doivent être normalisés pour mieux remplir sa fonction productive. La direction de la FPA donne une sorte de certificat de bonne moralité au stagiaire, ou signale des brebis galeuses au patronat.

Le texte dont nous publions ici des extraits a été diffusé entièrement le jour de la sortie de stage de la section, où sont présents le directeur du centre FPA, le directeur de la main d'oeuvre et du travail, et 2 personnes de l'ANPE. Le directeur de la Main d'oeuvre et du travail, après avoir tenté d'arrêter le magnétophone est sorti de la pièce, se dégonflant lamentablement.



G.R.

Mr T = Monsieur TUJAGUE
c du p = chef du personnel

c du p : ici mr FORMENT chef du personnel à la EGE.

Mr T : oui.

c du p : j'ai reçu une demande d'emploi de mr X.

Mr T : oui, c'est un tourneur ?

c du p : voilà c'est ça, en temps que...

Mr T : qui va sortir bientôt

...

c du p : ah bon, d'accord, en tant que tourneur P2

Mr T : oui, c'est ça

c du p : bon actuellement, sur notre département réparation, nous aurions besoin, en effet, de quelques tourneurs P2

Mr T : oui

c du p : mais... heu... bon, je téléphone pour savoir un peu ses qualités professionnelles si vous voulez.

...

Mr T : souvent suivant le passé professionnel, il y en a certains qui ont une valeur meilleure que les autres

...

c du p : hum oui d'accord

Mr T : mais dans son cas, je sais que.. disons je crois qu'il a déjà des diplômes, je ne sais pas lesquels mais je sais qu'il en a

...

c du p : bon, heu, bon je vous disais il y a quelques instants que sur notre département réparation nous aurions bon, en effet, besoin de quelques gars, la demande ce monsieur m'intéresse vivement, mais il est vrai que nous aurions besoin, plus spécialement de gars de

garçons ayant une qualité professionnelle quand même bon si vous voulez assez correcte, en attendant bien que ce monsieur en question sorte d'un FPA; j'aurais voulu savoir un peu son aptitude au travail et au niveau des équipes nous aurions besoin en effet de personnes pouvant s'inclure très rapidement dans les équipes

Mr T : bon je vais vous dire tout de suite, c'est pas gentil ce que je vais vous dire

c du p : ah ?

Mr T : je devrais peut être pas vous le dire, mais je ne voudrais pas vous envoyer des ennuis, au point de vue de sa tenue syndicale c'est un gauchiste

...il nous fout la pagaille dans le centre depuis qu'il y est entré...

...je ne veux quand même pas vous...professionnellement, je ne dis pas qu'il n'est pas valable, mais vous allez avoir des ennuis.

c du p : oui d'accord, oui je vois assez.

Mr T : vous allez avoir des ennuis, je ne sais pas s'il est capable d'ailleurs un jour de se tenir tranquille.

c du p : ah bon, il fout assez la pagaille.

Mr T : ah c'est le... gauchiste, vous savez, terminé le travail c'est zéro, nous autres on est rien et ainsi de suite.

...

c du p : qui vous foutrai le bazar.

Mr T : oui, je crois. Ca m'ennuie de vous dire ça.

c du p : non moi, je...

Mr T : j'espère que vous me faites confiance, vous me téléphonez, je crois pas pourquoi moi je...

c du p : oui, ben

Mr T : je jouerai pas le jeu

...

Mr T : il y a une section qui sort, y pourrait peut être bien y avoir des gens peut être intéressants dedans

c du p : intéressants dedans !

Mr T : Mais alors..

c du p : mais alors, monsieur X vraiment... heu

Mr T : vous allez avoir des ennuis, mettez une croix rouge dessus.

...

c'est la CFDT, mais gauchiste

c du p : ah CFDT gauchiste oui

Mr T : ah oui, mais je vous assure qu'il nous casse les pieds à nous depuis 7 mois que nous l'avons

c du p : vraiment ?

Mr T : c'est pas marrant, vous n'allez pas vous foutre ça dans la boîte, vous allez être ennuyé

c du p : ah bon, je vous le demandais parce que justement, comme on a besoin de gars sur des équipes, il nous fallait justement des gars assez ouverts.

Mr T : oh, non vous allez avoir des ennuis, ça m'étonnerai que ce gars change du centre de Bègles à un employeur. Pour lui, l'employeur c'est quelque chose à démolir.

c du p : c'est quelque chose à démolir. ah bon, très bien..

Mr T : je le connais bien malheureusement, parce que j'ai affaire à lui souvent. Je suis obligé de régler les problèmes au centre, c'est le gars vous savez, pour lui je suis un cadre trop payé, l'autre est ceci et ainsi de suite, vous voyez ?

...
c du p : oui, vous me déconseillez assez ce personnage
Mr T : oh oui, oui, ce qu'on pourrait peut être faire c'est vous en envoyer, mais... je sais pas... je peux peut être prendre votre adresse et puis la transmettre au moniteur qui lui pourrait dans le tas choisir quelqu'un, mais alors ce que j'ai peur, c'est qu'il se doute qu'on se soit téléphoné

Mr T : oui, parce que j'ai peur qu'ils se le disent entre eux, vous voyez, pourquoi lui; pourquoi pas moi ? vous voyez, il a l'oeil ouvert, il a toute la malice, parce que c'est quand même pas un idiot, il risque de faire des rapprochements en se disant que c'est sûrement au bureau qu'on a du se renseigner, comme c'est un mauvais garçon je voudrais pas... disons que... j'ai assez d'ennuis avec lui et sa bande;

c du p : ah bon, parce qu'en plus ils sont un petit clan !

Mr T : oh oui, c'est malheureux mais c'est toujours pareil, je crois que j'ai deux ou trois gars comme ça, au centre il y a 400 personnes mais ils m'entraînaient régulièrement 50, 100 personnes dans un mouvement de grève parce qu'on a levé le petit doigt ou parce qu'il y a eu de la viande un peu dure à midi, vous voyez, n'importe quoi... c'est pas marrant de vivre avec ces gens là, alors je ne veux pas dans une industrie qui travaille aller foutre des gens pareils, vous seriez ennuyé

c du p : oui, je voulais vous demander, heu... ces autres



personnes, vous parlez de 2 ou 3 personnes, parce que actuellement, moi je suis quand même nouveau sur Bordeaux, j'étais sur la EGE à Paris et là c'est un nouveau poste. Je voulais vous demander quand même s'il y a parmi ce petit groupe d'agitateurs, parce que je ne sais pas si par exemple ces autres...

Mr T : bon, écoutez dans ceux qui sortent, il y en a un il s'appelle Y

c du p : Y, d'accord

Mr T : le reste après, c'est toujours pareil, c'est les pauvres types, qui suivent, mais qui ne sont pas méchants quoi !! isolés, ils redeviendront des gens tout à fait normaux

c du p : vous disiez Mr X et Mr Y

Mr T : j'en ai eu un autre, Mr Z

...

Mr T : oui c'est ça, c'est trois tourneurs qui sont sortis, il y en a un qui est sorti il y a à peu près un mois et deux qui vont sortir la semaine prochaine, alors attention si vous y tombez dessus !!! Mais vous savez il y a des gars très valables au centre, seulement je ne sais pas comment faire parce qu'ils vont partir... vous les auriez besoin de suite ces gars ?

...

c du p : oui je vois le personnage que ça doit être

Mr T : il rentrera dans votre bureau, peut être qu'il.. je ne sais pas moi.. peut être qu'il renversera votre bureau parce que ça lui plaira pas quoi

c du p : oui d'accord

Mr T : oui, vous voyez, c'est pour ça que je préfère vous... jouer le jeu quoi !!

c du p : je vous dirais que .. strictement entre nous j'apprécie beaucoup plus ça que..

Mr T : oui, on est arrivé à travailler. j'ai une clientèle qui prend des gens à la SEPA parce qu'on a toujours joué le jeu comme ça.. surtout avec des gens comme ça je ne sais pas ce qu'ils feront dans la vie, mais partis comme ils sont, ils feront pas grand chose.



Texte complet et contacts à :
CFDT
Syndicat de la Métallurgie
75, rue Abbé de l'Épée
33 - BORDEAUX

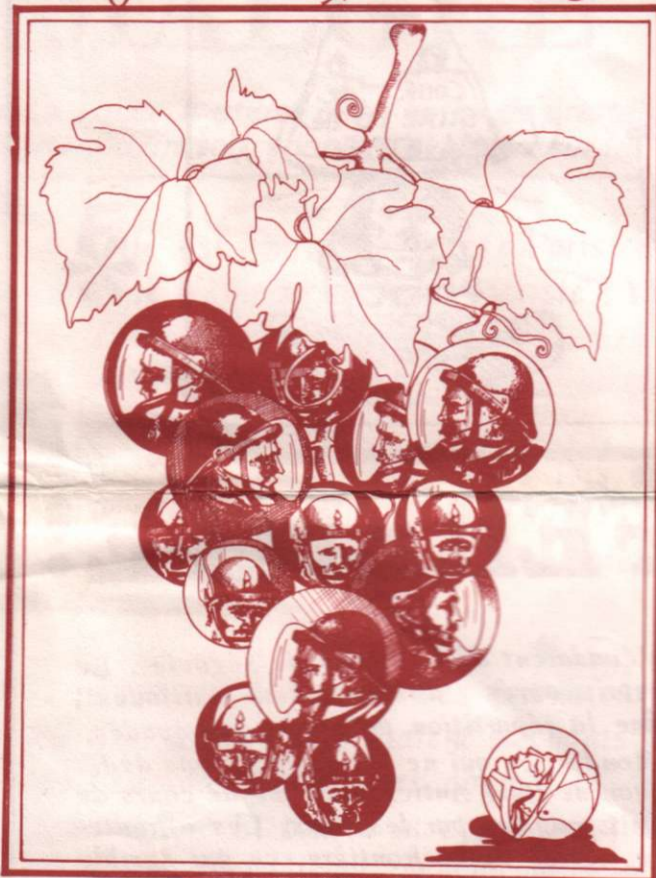
Frissons dans le dos

Ce n'est pas la peine d'aller au cinéma pour avoir le frisson. Ce jour là, à Toulouse, dans la rue, à la sortie du travail, c'est flingue, menottes et Cie...

« Obéis d'abord, réfléchis ensuite » dit-on dans l'armée; c'est aussi la philosophie de la police démocratique, civile ou militaire. Civile c'est l'anti-gang aux arguments frappants; militaire, c'est plusieurs gendarmes mitraillettes au poing.

Ce n'est qu'une question de « technique », comme a dit un certain commissaire et cela est sans doute vrai. La nervosité de ces messieurs aussi. Et cette technique convient toutes les « bavures » possibles, au gré ou bien de la hargne d'un flic, ou de la réaction bien compréhensible d'un « braqué ». Mais on verra par la suite des événements, il y a bien pire.

Château
Prince Poniatowski
1976



Appellation incontrôlée

Les 2 jeunes révolutionnaires morts sur le campus universitaire sont l'occasion de déclencher un plan préparé en haut lieu.

A la fusillade de Montredon il fallait trouver un coupable qui puisse faire meilleure figure que les « viticulteurs », un ou des coupables qui correspondent aux stéréotypes du terroriste. Il fallait isoler le problème, le circonscrire à l'activité de sectes. C'est ainsi que les « questions » avaient pour but d'établir un lien entre les « anarchistes » et la fusillade de Montredon. Il aurait suffi que les questions soient posées et aient un écho dans la presse pour que l'opération politique réussisse.

Les bruits trouvent toujours un écho lorsqu'ils sont largement répandus, car on finit par se dire : « il n'y a pas de fumée sans feu ». Cela arrange et le gouvernement, et les bureaucrates et les notables viticoles; même si l'opération policière fait choux-blanc.

Pour le journaliste, ceci est sans doute aussi une question technique :

- une 22 Long Rifle (arme légale que possède la moitié des français) changée en dépôt d'armes dans un mystérieux château
- des domiciles transformées en usine à tracts
- une imprimerie devenue « la plaque tournante de l'anarchisme », ...

Technique, technique, technique. Ils la connaissent par cœur, ces journalistes, avec leurs gros titres, leurs phrases saignantes

« Monde » qui se fonde, pour son article, sur les fantasmes des policiers.

Cela revient à dire :

« ces gens-là, ces lieux-là ; attention : danger ! Feu à vue ! ... »

Pratiquement, cela permet aux... fascistes(?) d'utiliser leur technique (eux aussi) c'est à dire : la liquidation.



Et bien sûr, ils l'ont utilisé leur technique. Et même bien : 10 kg de plastic devant l'imprimerie 34, quitte à tuer les locataires de l'immeuble. Si on ne le savait pas avant, on sait maintenant d'où vient le véritable terrorisme.

Ainsi en leur otant leur outil de travail, on leur otait du même coup leur possibilité d'expression.

L'intoxication par la presse, le grand guignolesque (perquisition western) et l'intimidation, mêlée de fantasmes jubilatoires, des flics (qui quelques jours auparavant avaient déclaré : « on va vous la fermer votre imprimerie » et « si un jour, on vous attrape en flagrant délit » (de quoi?); bref les moyens légaux ne réussissant pas à réduire au silence la contestation, au contraire, il ne restait plus que le moyen « illégal »: l'attentat

Que telle organisation fasciste ou telle autre ait fait cette sale besogne importe peu. Ce qui est évident, c'est qu'on n'hésite plus à employer « les grands moyens », contre certains gêneurs dangereux, d'autant plus que la couverture est importante et que les médias feront bien leur boulot en faisant passer cela comme un règlement de compte entre organisations extrémistes opposées.

« Tremble, nom de dieu, tremble » disait-on dans « Basta ». On ne croyait pas si bien dire.

Les campagnes qui montent des cas en épingle, des statistiques sur la délinquance falsifiées ou isolées, sont programmées pour renforcer la justice, la police, l'état. Même les flics CFDT parlent de fascisme, c'est dire !

Ce qu'il y a de plus terrible dans les nouvelles lois qui vont être votées, c'est celle qui concerne la « prévention du banditisme ». Il n'est plus besoin d'un FAIT pour inculper quelqu'un. Il suffit que le pouvoir « pense », « ait l'impression », « suppose » que les contrevenants « ont l'intention » de commettre des délits pour les arrêter. Il y a de fortes chances en la circonstance que le délit soit dans l'imagination des flics ou des juges, et que cela serve à régler des comptes.

C'est cette proposition que le conseil des ministres a adopté, et va proposer au Sénat. Cette loi, qui institutionnalise l'arbitraire, est comme toutes les lois, elle ne fait qu'enterrer un état de fait qui est déjà dans les moeurs.

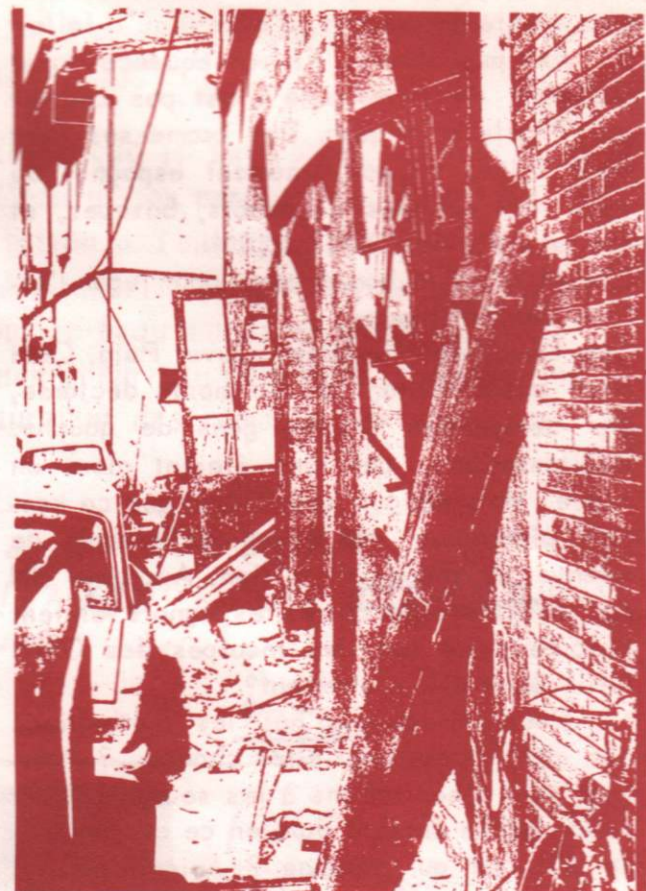
A preuve, les arrestations ces jours-ci, et en particulier celle de Bernard. En effet notre copain n'est retenu à la prison de la Santé que, parce que le juge Pia, bien que reconnaissant que ce que dit Bernard est vrai, a des « impressions ».

Après Giscard, ce sera Madame Soleil « à la barre » qui statuera dans le marc de café ou les boules de cristal... Et ça ne nous



Dans le même contexte il est intéressant de voir comment la presse et la police amènent d'un commun accord, sans autre raison que leurs partis pris des individus au banc des accusés.

Comme il est dit plus haut, c'est sur les indications d'un article du Monde, non signé, qu'une semaine après l'explosion, 15 jours après la « rafle », les mêmes flics de la PJ viennent arrêter manu militari notre camarade Michel Bernard Réglat, sans mandat bien sûr. C'est donc si simple d'arrêter ainsi une personne en fuite permanente sur son lieu de travail depuis deux ans et plus et qu'on emmerde chaque fois qu'il se passe quelque chose dans la région. Ils surent sans doute, et sans beaucoup de mal, convaincre le juge PIA qu'enfin « la bête était là », qu'ils avaient bien travaillé, et et qu'il fallait que de son côté il y mette aussi du sien. Ponia et Lecanuet derrière le juge envoyait dare dare un mandat d'amener qui justifiait « la bavure » de ces messieurs et donnait le relai aux matons de St. Michel, en attendant que Bernard soit remis aux mains de la justice parisienne. Le tour est joué. A QUAND LA PROCHAINE?



L'imprimerie 34, c'est reparti. Mais ils ont besoin de votre solidarité. Recue à C.C.P. "BASTA" 3394.34.5

BASTA

Directeur de Publication : Christian Martre
B.P. 105 - 31013 Toulouse Cédex

Dépot légal Avril 76

134 - rue des Blanchers 31000 Toulouse

ccp : Basta 3394 - 34 - S

quelle est l'épée la plus relevée que le pouvoir va utiliser pour assaisonner les inculpés du GARI ?

La Cour de Sûreté de l'Etat, dans un premier temps, "privilège des politiques", qui justifie une garde à vue de 6 jours, des interrogatoires prolongés, des inculpations sans appel sur des motivations politiques...

et la Cour d'Assises, dans un second temps, "privilège des Droits Communs", qui permet une répression maximum en reprenant l'instruction à zéro, et entraînant des inculpations sur des faits séparés pour additionner des condamnations plus dures.

Rappelons-nous :

En 1974, des membres ou supposés membres des G.A.R.I. étaient arrêtés sous l'inculpation de «... entreprise visant à substituer une autorité illégale à celle de l'état». En effet les GARI étaient intervenus à cette époque pour dénoncer pratiquement la terreur franquiste et la complicité de fait entre ce régime et «notre démocratie». Pour l'Etat français se servir de la Cour de Sûreté de l'Etat pour inculper nos camarades revenait à prendre une prise de position politique officielle satisfaisante pour le gouvernement espagnol.

Celui-ci commençait en effet à bloquer ses frontières (passeports), faisant donc un chantage aux échanges économiques. Or à cette époque avait lieu le «marché du siècle» (vente de mirages, d'armes) qu'il fallait à tout prix obtenir. En conséquence Ponia déclarait «le terrorisme n'est pas couvert par l'asile politique». Des promesses sont donc faites au gouvernement espagnol au sujet des réfugiés espagnols, basques, et des inculpés des G.A.R.I.

C'était alors le bon moment pour juger l'affaire «en politique».

Ces camarades voulaient sauver Puig. Ceci était aussi l'intention, du moins déclarée, des démocrates et des gens de gauche. Manifestations, pétitions étaient alors en vogue. Mais chacun savait déjà que ce soutien platonique, ces pressions pleines de retenue ne serviraient à rien. A preuve UN AN APRES cinq autres espagnols étaient exécutés. Le tort des inculpés des GARI fut-il de le dire clairement ?

Pourquoi aujourd'hui les motivations des copains auraient-elles changé ? Pourquoi tant d'hésitations à les soutenir ? Est-ce ce qu'ils ont fait ou bien ce que personne n'a fait qui dérange ? Aujourd'hui, la lutte pour ces camarades continue plus que jamais, car l'Etat français, après avoir joué tous ses autres atouts, veut les liquider en leur faisant prendre des peines maximum.

CE QUI A CHANGE :

Franco est mort et suffisamment d'illusions sur la «libéralisation» du régime espagnol ont été répandues, pour que le gouvernement français ait les mains libres, vis à vis de l'opinion publique, afin de juger et bien condamner (comme disait Ponia à l'époque) les camarades des GARI.

A l'époque, ou l'économie européenne a besoin de tous ses petits et de l'Espagne en

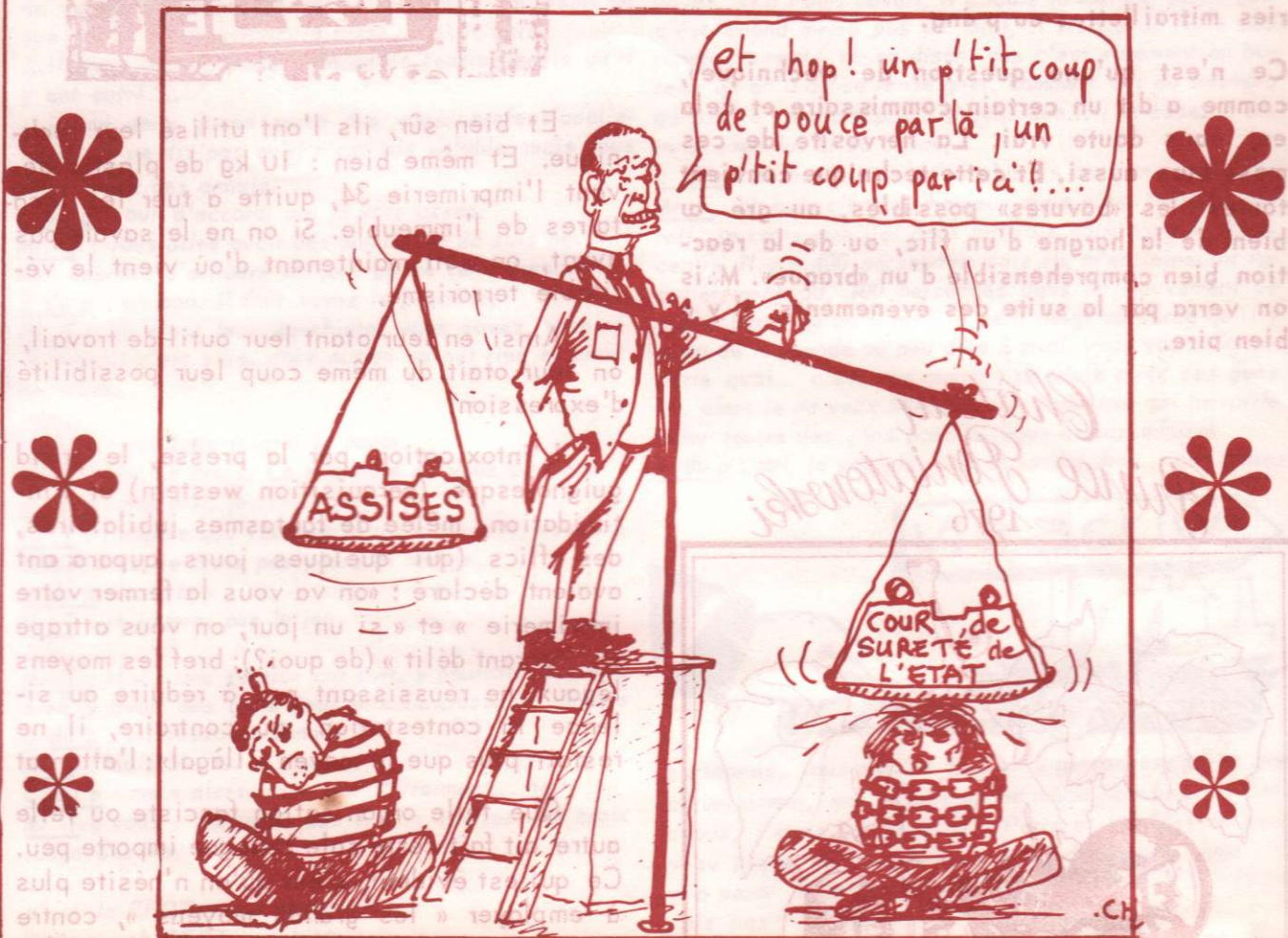
particulier soutenu par les capitaux américains, ou la France parraine l'Espagne au marché commun pour aider à son processus de démocratisation (??), où les bonnes âmes scandalisées par la mort de Puig Antich et des 5 révolutionnaires dernièrement, restent muets sur la mort de camarades qui ont véritablement lutté contre le franquisme et ses conséquences.

Les camarades des GARI servent de cobayes en France, à l'instauration d'une répression accrue, orchestrée par une campagne de presse désignant à la vindicte publi-

que ceux qui gênent comme les terroristes à abattre ;

la couleur des démocraties avancées est annoncée, l'Europe de la répression est en marche parallèlement à l'Europe économique. Tout est possible... L'Allemagne démocratique montre la voie (voir le traitement de la bande à Baader).

Sortir de la torpeur qui laisse tout passer, nous semble indispensable, et tout d'abord dénoncer largement et par tous les moyens la tournure que prennent les affaires des GARI.



ESPAÑA: DIFERENTE!

Le lundi 5 avril, 31 détenus politiques s'évadaient de la prison de Ségovie. Le lendemain soir 22 d'entre eux étaient déjà repris après "d'importantes fusillades". Les chiffres varient avec les journaux, de même la répartition politique des évadés, (29 de l'ETA, 1 du FRAP, 1 du PSUC pour le Monde) ce qui ne les empêche pas de déclarer plus loin qu'Oriol Solé Sugranyes, compagnon de Puig Antich, était tué au cours de la fusillade et Pons Llobet, autre militant du MIL, capturé par les flics. Les affrontements auraient eu lieu à quelques centaines de mètres de la frontière, ce qui semble indiquer que les pauvres évadés n'ont vraiment pas eu de chance: échouer si près du but!

En fait ce dont les journaux ne parlent pas, c'est du spectaculaire déploiement de forces DU COTE FRANCAIS de la frontière, qui a empêché tout passage et donc toute possibilité de salut pour les pourchassés, les acculant à se retourner contre les flics espagnols avec le résultat que l'on sait.

La presse unanime, celle qui a fait tant de battage autour de la violence quand il s'agissait des prises d'otages, de hold up ou de manifestations, n'a pas eu un mot pour s'indigner quand des hommes évadés et pourchassés étaient tués comme des lapins, quand un de nos camarades était froidement assassiné à « quelques centaines de mètres » d'une frontière soigneusement bouclée par les homologues de la police franquiste (au Juan-carliste, on ne sait plus comment il faut dire).

Une fois de plus les flics de notre belle Europe ont agi de concert à la mano en la mano. Une fois de plus, la grande presse a montré son véritable rôle. Mais si ça continue à nous indigner, il y a longtemps que ça ne nous étonne plus. Pas plus que le silence des organisations de «gauche» qui avaient pourtant là un bon motif de mobilisation. Le thème de l'Amnistie était bien à la mode il n'y a pas si longtemps? Un politique qui s'évade deviendrait-il soudain un gibier tout juste bon à abattre ?

Tous ceux qui comme Camacho ou Carillo nous ont rabattu les oreilles avec la prétendue «démocratisation» du régime et autres «processus évolutifs», vont-ils nous faire croire que quelque chose a changé en Espagne? Paradoxalement, c'est au moment où se durcissent la lutte et la répression, que nos camarades des ex-GARI voient leur dossier transféré de la Cour de Sûreté de l'Etat aux Assises. Le pouvoir veut dépolitiser leur affaire trouvant pour cela des arguments dans la nouvelle façade de respectabilité du régime espagnol. Les récents évènements étant minimisés par la presse et les grands partis démocratiques, aucun démenti ne vient troubler le bon fonctionnement de l'appareil répressif. C'est donc à nous de rompre le mur du silence, de manifester notre solidarité, de faire sortir les camarades de prison.

A cause de l'échec des campagnes pour Puig Antich, les 5 exécutions d'Octobre 75, Eva Forest, nous ne pouvons plus rien laisser passer, pas plus en France qu'en Espagne.

Espérons que la décision des diverses organisations de soutenir les inculpés des GARI ne sera pas une simple déclaration de principe et qu'elle va se généraliser...